

*l'Anti*capitaliste

N°146 | MAI 2023 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



CONTRE MACRON ET LE CAPITALISME, LE COMBAT CONTINUE



LA FRANCE INSOUmise, UN
COURANT POLITIQUE AUX PIEDS
D'ARGILE QUI DOMINE LA GAUCHE



LES SOULÈVEMENTS DE LA
TERRE OU LE RENOUVEAU DE
LA LUTTE ÉCOLOGISTE



L'ESPOIR NAUFRAGÉ : L'OPPOSITION
NE TRIOMPHE PAS, LE RÉGIME
NE S'EFFONDRE PAS

Sommaire

ÉDITORIAL

Elsa Collonges Pas de justice sociale, pas de paix ! **P3**

PREMIER PLAN

Patrick Le Moal La France insoumise, un courant politique aux pieds d'argile qui domine la gauche **P4**

Commission nationale écologie du NPA

Les Soulèvements de la Terre ou le renouveau de la lutte écologiste **P8**

A Manca Une situation politique trouble en Corse **P10**

Uraz Aydın L'espoir naufragé : l'opposition ne triomphe pas, le régime ne s'effondre pas **P12**

DOSSIER

Sylvain Pyro Sur le développement des luttes des classes en France **P14**

Hélène Marra Pour une démocratie insurrectionnelle **P19**

Manu Bichindaritz Des forums anticapitalistes pour débattre, dépasser et construire **P23**

HISTOIRE

Théo Roumier 1973, Lip ou la démocratie **P26**

Thierry Labica Petite invitation au marxisme de David Harvey **P30**

LECTURES

Thierry Labica Par la poudre et par la plume : histoire politique de l'IRA **P32**

Maya Lavault À qui profite l'exil ? Le business des frontières fermées **P34**

FOCUS

Cathy Billard Enseignement professionnel : derrière les discours, l'assignation pure et brutale **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
Casserolade et comité d'accueil du ministre de l'éducation Pap Ndiaye à la Gare de Lyon.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Excuses :

Dans le numéro 14, une grosse erreur de relecture s'est glissée concernant la mention de Théo Roumier. Toutes nos excuses à Théo, qui est syndicaliste et professeur en lycée professionnel.



Dixième manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites, 28 mars 2023. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

| Tarif standard | | |
|---|---------------|--------------|
| Revue mensuelle | 6mois 22euros | 1an 44euros |
| Revue + Hebdo | 6mois 50euros | 1an 100euros |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | | |
| Revue mensuelle | 6mois 18euros | 1an 36euros |
| Revue + Hebdo | 6mois 38euros | 1an 76euros |

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

| Tarif standard | | |
|---|-----------------------|--|
| Revue + Hebdo | 25euros par trimestre | |
| Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires | | |
| Revue + Hebdo | 19euros par trimestre | |

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Hélène Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Pas de justice sociale, pas de paix !

PAR ELSA COLLONGES

Nous avons vécu ces derniers mois un mouvement social exceptionnel par sa durée, son ampleur et sa détermination. Il laissera des traces profondes dans la conscience que cette société est structurée par la lutte des classes, par un affrontement avec le pouvoir politique macroniste.

Il faut dire qu'au cours des batailles précédentes, nous avons accumulé un certain nombre d'expériences que nous avons tenté de combiner pour gagner. L'intersyndicale très large a tenu jusqu'au bout, permettant d'agréger dans les manifestations un nombre toujours très important de participantEs au fil des mois. Les actions, les blocages et les défilés se sont multipliés jusque dans des toutes petites villes qui n'en avaient pas connu depuis longtemps. La grève a été importante dans l'énergie, les transports, plus que d'habitude dans le privé, même si cela est resté trop faible...

DES DIFFICULTÉS IMPORTANTES

Malgré tout cela, nous n'avons pas fait reculer le gouvernement sur la réforme des retraites. Les grèves étaient trop faibles pour réellement bloquer le pays. La jeunesse est entrée tardivement et insuffisamment dans le mouvement. L'auto-organisation était trop faible pour impulser une accélération des rythmes de mobilisation. Ces trois éléments principaux sont liés à la destruction des collectifs de travail et de lutte au cours des dernières décennies. Précarisation massive, juxtaposition de contrats différents dans le même lieu de travail comme à La Poste ou à la SNCF, recours à la sous-traitance, télétravail, etc. Le patronat, aidé des gouvernements successifs, a organisé cette déstructuration de manière efficace et déterminée, avec une nette accélération permise par la crise du Covid. En parallèle de ces attaques sociales, le pouvoir s'est doté de tout un arsenal répressif et législatif qui lui permet toutes les intimidations et les violences : arrestations de syndicalistes, réquisitions, matraquages, gardes à vue, violences policières...

LE MOUVEMENT MARQUE UN TOURNANT

D'abord parce qu'il a montré une politisation rapide et massive, en passant de la revendication de « retrait de la réforme des retraites » à « Macron démission ». D'une certaine façon, cette politisation, cette volonté d'un affrontement direct avec le pouvoir se sont matérialisées en marge du mouvement lors de la « bataille » contre les mégabassines à Sainte-Soline. Le gouvernement lui-même ne s'y est pas trompé : il a déployé des moyens militaires à la hauteur de l'enjeu symbolique et politique. D'autre part, alors que le mouvement s'effiloche à l'approche de l'été, ce n'est pas la déprime qui semble dominer, mais au contraire une certaine détermination à revenir, plus fortEs et plus organisésEs pour faire plier le pouvoir. Les actions deviennent plus minoritaires mais conservent le soutien populaire, il n'y a pas de marginalisation des plus militantes, plutôt une sorte de repli stratégique...

ET MAINTENANT ?

La première chose à faire est de reconstruire nos outils militants mis à mal par la succession des défaites, au premier rang desquels les organisations syndicales. Il y a déjà un afflux significatif de nouvelles adhésions, il faut maintenant les pérenniser et les transformer en militantEs. Il y a des restructurations profondes à prévoir pour intégrer les aspirations de ces nouvelles générations militantes, notamment en termes de démocratie à la base ou de lutte contre les violences sexistes. Ce ne sera pas facile, mais c'est indispensable. Il faudra reprendre le chemin du collectif, de la formation politique, de la structuration au plus près des lieux d'existence pour reconstruire une conscience commune, une conscience permettant de restructurer notre classe sociale. En parallèle, l'affrontement permanent avec l'État et ses représentantEs semble à l'ordre du jour.

ORGANISER L'AFFRONTEMENT AVEC LE POUVOIR DES CAPITALISTES

C'est par la combinaison de l'expérience de luttes, de leur convergence, de l'affrontement avec le pouvoir, que nous ancrerons cette conscience dans la réalité de la lutte des classes. Il n'y aura pas de raccourci pour la révolution, mais un chemin dont les détours sont parfois difficiles à saisir et qui peut connaître des accélérations brutales. Aujourd'hui, une conscience existe d'un affrontement nécessaire entre les classes populaires et la classe dominante, le capitalisme. Nous avons la responsabilité de contribuer à encourager ce combat, qui peut se prolonger dans les prochains mois.

Les enjeux sont essentiels car ceux et celles qui ont le pouvoir ne nous feront pas de cadeaux pour mener à bien leur politique destructrice et mortifère. Si le mouvement social a mis un temps un couvercle sur l'extrême droite, on voit bien qu'elle reste en embuscade et que tous les outils pour son avènement sont prêts. En cas d'accélération de la lutte des classes, l'État autoritaire déjà en place n'aurait pas beaucoup d'efforts à faire pour se muer en État fasciste.

Ces derniers mois ont donné à voir toutes les potentialités de la période en termes de reconstruction de notre camp social, mais aussi tous les dangers qui sont bien présents. Nous ne pouvons qu'essayer d'agir au mieux pour un dénouement qui ne peut être qu'une rupture profonde avec la société capitaliste, pour mettre à l'ordre du jour une révolution écosocialiste ! C'est dans ce sens que le NPA travaille à des forums anticapitalistes permettant de regrouper différentes forces pour travailler à la construction d'un parti pour les exploitésEs et les opprimésEs. □

La France insoumise, un courant politique aux pieds d'argile qui domine la gauche

PAR PATRICK LE MOAL

Autour de la personnalité de Jean-Luc Mélenchon, La France insoumise (FI) occupe aujourd'hui une place centrale dans la gauche politique française.

Elle a réussi, sur la base du résultat de la présidentielle, à regrouper dans la Nupes le PS, Europe Écologie-Les Verts et le PCF sur la base de l'essentiel de son programme présidentiel, qui s'oppose aux politiques néolibérales des gouvernements de gauche et de droite des dernières années, et opère une rupture avec le productivisme par une transition écologique. C'est un déplacement du centre de gravité de la gauche vers des positions politiques, sociales et écologiques radicales, sans être pour autant anticapitalistes.

LA RÉALITÉ DE L'IMPACT DE LA PRÉSIDENTIELLE

La FI a réussi cette opération en étant à deux doigts d'être présente au second tour. Mais cette élection est très particulière. Depuis l'alignement de la durée des mandats du président et des parlementaires, elle est conçue pour donner au président tous les leviers politiques. À gauche, compte tenu du score de l'extrême droite (plus de 30 %), de nombreux votes se portent au premier tour sur le/la candidatE susceptible, selon les sondages, d'empêcher Le Pen d'être présente au second tour. C'est en bénéficiant de ce « vote utile » que la FI a laminé électoralement le PS social-libéral, maintenu le PCF et ÉÉLV à des niveaux les plus bas.

LA NATURE DU TOURNANT DES LÉGISLATIVES 2022

Si l'impact politique national est le produit de la présidentielle, les moyens pour exister financièrement et politiquement sur tout le territoire dépendent des législatives.

Le choix de JLM d'impulser la Nupes a empêché Macron d'obtenir la majorité absolue à l'Assemblée, une première depuis 20 ans, et permis de limiter l'avancée du RN. En même temps elle a figé le rapport de forces en faveur de la FI qui a 67 députéEs (17 en 2017) tout en permettant au PS et au PCF de maintenir leur représentation (32 et 12), à ÉÉLV d'avoir un groupe parlementaire (16 députés au lieu de 1 en 2017).

Ces résultats augmentent considérablement les moyens dont va disposer la FI pour les années à venir, politiques bien sûr, et matériels : son financement par l'État va dépasser 4 millions d'euros par an, sans compter les moyens des députéEs qui reversent 12 % de leur indemnité et disposent d'attachéEs parlementaires : l'appareil de la FI change d'échelle.

LA FI AU SEIN DE LA GAUCHE INSTITUTIONNELLE

Cette séquence marque une évolution dans le positionnement de la FI. En 2016, JLM mettait en scène des rencontres avec les théoriciens du « populisme de gauche » comme Chantal Mouffe. S'il a

retenu de ce courant la place des affects dans la politique ainsi que le rôle central du leader, la nature du programme électoral est fondamentalement différente des théories de Laclau. *L'avenir en Commun*, qui reprend très largement celui de 2017, présente plus de 80 mesures clefs et près de 700 propositions, il « est le fruit d'un laborieux travail d'harmonisation idéologique entre des sensibilités, des traditions et des courants différents » et avec de nombreux/ses interlocuteurs/ices hors de la FI. On est bien loin de la relation au programme de Laclau : « l'unité du groupe est [...] le résultat d'une articulation de demandes. Mais cette articulation ne correspond pas à une configuration stable et positive qui pourrait être saisie comme une totalité unifiée ».

JLM n'est jamais sorti du moule de la gauche française. La FI, issue des décantations de la gauche institutionnelle, est une construction bien adaptée au système politique, imprégnée par le républicanisme français, en rupture avec le social-libéralisme, avec des positions écologiques structurantes.

L'AMBITION DE LA FI DE FAIRE DE LA NUPES L'ALTERNATIVE INCONTOURNABLE NE SE CONCRÉTISE PAS

La petite mobilisation au second tour n'a pas enrayé l'abstention aux législatives dans les quartiers populaires. Au

parlement, la Nupes est un intergroupe qui regroupe quatre groupes ayant leur indépendance (FI, PS, PCF, Verts), et qui ne font pas toujours les mêmes choix, les mêmes votes.

Dans la réalité, il n'y a pas de structures Nupes ouvertes à toutes et tous, organisant l'unité par en bas, l'ancrant dans les milieux populaires. Elle ne reste qu'un accord électoral.

LES PARTENAIRES DE LA FI VEULENT REGAGNER LE TERRAIN PERDU...

EELV a tenu son congrès en décembre (12 700 adhérentEs, 5 600 votantEs) qui n'a pas rejeté la Nupes, mais la majorité veut rééquilibrer le rapport de forces lors des élections européennes en 2024, et prépare une présentation autonome. Le courant défendant l'ancrage à gauche est nettement battu, il fait moins de 20 %.

Celui du PS en janvier (41 000 adhérentEs, 23 200 votantEs) est une défaite relative pour Olivier Faure qui a négocié l'entrée dans la Nupes. Le parti est coupé en deux entre son orientation et celle qui a regroupé nombre de dirigeantEs historiques opposés à tout accord avec la FI et d'autres qui sont pour l'unité à gauche... sous la direction du PS.

Le congrès du PCF d'avril (41 000 adhérentEs, près de 29 900 votantEs) est une victoire pour Fabien Roussel qui a mené une campagne au profil ouvrieriste, réactionnaire sur les questions écologiques et sociétales, sur un texte qui refuse « l'effacement » du PCF en associant les identitaires, les orthodoxes nostalgiques de l'URSS et les partisans d'une union de la gauche avec le PS avec un vote à 82 %, minorisant les partisans de l'unité avec la FI.

... TOUT EN CONSERVANT LE CADRE DE LA NUPES

Mais aucun de ces partis ne remet en cause ce cadre dans l'immédiat pour deux raisons.

D'abord le rarissime contexte d'unité syndicale dans la mobilisation en défense des retraites pousse dans le sens de l'unité : celui qui apparaîtrait contre cette aspiration serait laminé.

Ensuite l'instabilité parlementaire actuelle laisse planer l'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée. Tous ceux qui ont gagné des députés avec la Nupes auraient alors trop à perdre à sa disparition.

La FI est à un moment charnière. Structurée autour de la présidentielle, elle est amenée, par sa position dominante,

à se transformer si elle veut conserver son leadership et envisager de devenir hégémonique à gauche.

L'ABSENCE DE STRUCTURATION DÉMOCRATIQUE EST LA BASE D'ORGANISATION DE LA FI

Lors de sa création en 2016, elle s'est présentée comme autre chose qu'un parti, un mouvement « gazeux », sans structuration démocratique nationale, sans congrès, sans votes. N'importe qui peut la rejoindre, en quelques clics, sans payer d'adhésion, ni cotisation. Des centaines



Le député NUPES - France Insoumise François Ruffin. Marche contre la vie chère, 16/10/2022. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

de milliers de personnes l'ont fait, peut-être 500 000 depuis sa création. Lors des élections, des dizaines de milliers de personnes font des dons, qui ne sont pas des cotisations, ou sont « cyber-militantEs ». Les membres rejoignent un « Groupe d'action » local dont le nombre idéal est fixé à 11 membres et ne doit pas dépasser 15. Plus de 2 800 groupes d'action sont annoncés. Combien de membres, difficile à dire, puisqu'il n'y a pas de congrès avec des votes qui sont des moments de vérité. Les chiffres de Manuel Cervera-Marzal, qui a étudié en profondeur le fonctionnement de la FI illustrent ces incertitudes. Il estime « qu'entre 2018 et 2020 la FI comptait environ 6 000 militants. Par militants j'entendais "actifs au sein d'un groupe d'appui"... définition quelque peu réductrice... le chiffre pourrait être revu à la hausse ». En novembre 2021 il faisait une autre approximation : « j'estime que sur 500 000 membres, dix fois moins sont des militants de terrain ». Une autre estimation est possible à partir du nombre de groupes d'action, qui pourraient

regrouper plus de 30 000 membres.

Les groupes d'action n'ont ni finances, ni locaux, ni matériel d'impression. Il n'existe aucune structure intermédiaire, aucun regroupement géographique, pas de cadres d'action et de réflexion permanents où peuvent s'élaborer une pensée collective, où des décisions peuvent être prises démocratiquement.

Légalement la FI ne comporte que trois personnes dépositaires des pleins pouvoirs. C'est une démocratie plébiscitaire aux grandes décisions prises par un nombre limité de dirigeantEs, une for-

mation resserrée autour du leader, qui permet l'agilité politique, mais constitue une structure très hiérarchique, la verticalité des décisions cohabitant avec une horizontalité des adhérentEs, les déposés de toute possibilité d'influer sur l'orientation et les décisions. En réhabilitant l'individualisme comme marque d'insoumission, « le caractère centralisé de la France Insoumise est à l'image de la structure jacobine de l'État français », le guide face au peuple, sans corps intermédiaires, JLM fait plus que prendre acte de la fin des partis, il contribue à leur marginalisation.

LE LANCEMENT DU MÉDIA : UNE OCCASION RATÉE

Ce site d'actualités gratuit créé en 2018 a été lancé par des proches de la FI, tout en s'affirmant indépendant. Un appel très large de personnalités de gauche et



d'extrême gauche a soutenu l'initiative. Mais l'équipe initiale s'est rapidement réduite. La rédactrice en chef est remerciée, le journaliste Noël Mamère, ex-député écologiste, membre de Génération.s, le quitte un mois après, refusant de continuer à servir de « *caution* », d'autres suivent, des personnalités membres de l'appel initial se désolidarisent. On est bien loin d'un média coopératif, indépendant, collaboratif, pluraliste. Il va apparaître très vite pour ce qu'il est : un organe au service de la FI. L'occasion de créer un lieu pluraliste est ratée. Son audience donne une idée de celle de la FI : le nombre de vues quotidiennes sur YouTube est de l'ordre de 150 000, et hebdomadaires de l'ordre du million.

L'ÉPHÉMÈRE PARLEMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE 2022

À l'occasion de la campagne a été créé le « Parlement de campagne de l'Union Populaire », regroupant 125 membres de la FI et 125 personnalités, syndicalistes, intellectuelles, responsables associatifs, meneurs/ses de luttes, présidé par Aurélie Trouvé, ex-porte parole d'Attac. Il aurait pu être l'amorce d'un processus de réorganisation à gauche mais n'a eu aucune existence. Élargi lors de la constitution de la Nupes, il a aujourd'hui totalement disparu.

LES PRESSIONS À LA

STRUCTURATION DU MOUVEMENT

Suite à la campagne, des voix se sont élevées pour une nouvelle organisation de la FI. Elles venaient des intellectuelles et des courants politiques présents dans la FI en tant que tels, qui posent les problèmes de démocratie interne et de construction d'une contre-hégémonie, mais aussi de militantEs de base qui cherchent à disposer d'une organisation qui permette de militer au quotidien.

Clémentine Autain s'est démarquée en publiant un texte dans lequel elle réaffirme les mérites de la FI « *en rupture avec le fonctionnement des partis traditionnels* », et fait des propositions concrètes pour « *une direction identifiée qui pourrait combiner trois niveaux de légitimité : les élus, les Groupes d'Action, les forces du mouvement social et culturel qui s'engagent en notre sein* ».

L'économiste Cédric Durand et le sociologue Razmig Keucheyan voient ainsi que la FI : « *De mouvement agile, calibré pour les batailles électorales éclairs, elle doit se transformer en force irrésistible, capable non seulement d'accéder au pouvoir avec ses alliés de la Nupes, mais aussi de réussir à engager une bifurcation écologique et sociale systémique dépassant le capitalisme. Pour cela, il lui faut structurer dans le temps long une force populaire de la gauche sociale et écologique capable d'être un acteur politique décisif pour les décennies qui viennent.* »

LES TRAVAUX DE RÉORGANISATION

Menés par 15 dirigeantEs du noyau central, ils ont abouti à des « réformes » soumises à l'assemblée « représentative » du 10 décembre 2022, constituée de 160 cadres responsables et de membres tirés au sort, sans aucun débat de fond organisé dans l'ensemble du mouvement. Elle a évidemment entériné les propositions et désigné un fidèle de JLM pour le remplacer à la présidence, Manuel Bompard.

LES BOUCLES DÉPARTEMENTALES DE GROUPES D'ACTION

Concernant l'organisation à la base, la seule nouveauté est de permettre la coordination des groupes d'action au niveau local qui peuvent désormais créer des « boucles départementales » capables, grâce à des « contributions volontaires » des militantEs (qui ne sont pas des cotisations matérialisant une adhésion et donnant des droits), d'avoir des dépenses locales, d'acheter des locaux dans les zones rurales et périurbaines.

LES FORMATIONS DE L'INSTITUT LA BOËTIE

Présidé par JLM, il devient un lieu beaucoup plus important d'élaboration intellectuelle et un outil d'éducation populaire. Il regroupe un nombre important de figures intellectuelles, publie des notes, des fiches argumentaires, organise des colloques et des tables rondes et une école de formation



21/01/2023, la députée de la NUPES (LFI) Danielle Simonnet chante avec d'autres manifestantes. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

nationale deux fois par an pour une promotion de 70 militantEs.

Quel sera le degré d'ouverture de la direction de la FI, condition pour que les intellectuelLEs impliquéEs y participent dans la durée ?

UNE NOUVELLE DIRECTION EST MISE EN PLACE

La réponse aux demandes d'une direction inclusive est un nouveau cadenasage du groupe dirigeant.

À l'issue de l'assemblée a été désignée au « consensus » une direction hebdomadaire de 21 personnes désignées par cooptation dans l'opacité, le noyau dur jusqu'alors informel de la FI avec quelques personnes non issues du sérail, écartant soigneusement des personnalités critiques. Un Conseil d'une quarantaine de membres est mis en place, qui devrait se réunir toutes les quatre ou six semaines, représentant la « pluralité du mouvement » qui ressemble beaucoup à l'ancien « Espace politique » de la FI, disparu faute de raison d'être.

Les réactions publiques critiquant le fonctionnement clanique ont été nombreuses, vertement dénoncées par JLM qui appelle les militantEs à rester groupéEs. Maintenant surnomméEs les « frondeurs » de LFI, Clémentine Autain, François Ruffin, Alexis Corbière, Éric Coquerel et Raquel Garrido ont même tenu un meeting commun le 16 février à Bobigny contre la réforme des retraites, au succès limité.

LA PLACE DU GROUPE PARLEMENTAIRE

Il rassemble autour du noyau historique, sans JLM qui a décidé de ne pas se représenter, des éluEs aux trajectoires différentes, avec des expériences de luttes très riches, comme Rachel Keke, ancienne porte-parole de la grève des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles, Alma Dufour, militante écologiste, porte-parole des Amis de la terre de 2017 à 2021, Aurélie Trouvé, coprésidente d'ATTAC de 2006 à 2012, puis porte-parole de 2016 à 2021. Il comporte également des éluEs membres des organisations politiques membres de la FI, le POI, la Gauche écosocialiste.

Ce groupe parlementaire n'est pas totalement contrôlé par le noyau central de la FI. Il prend des décisions à la majorité, sur la tactique parlementaire ou sur d'autres sujets, qui ne sont pas toujours strictement celles qu'aurait voulu la direction.

Cela s'est illustré lors de la crise survenue

quand Adrien Quatennens, celui que JLM voyait comme son dauphin, est accusé de violence conjugale. Il reconnaît des violences conjugales caractérisées, et se retire de sa fonction. JLM publie alors un message de soutien « *à la dignité et au courage* »... d'Adrien Quatennens. Après sa condamnation à quatre mois de prison avec sursis, les parlementaires votent et décident une « *radiation temporaire du groupe* » pour quatre mois, et un retour « *conditionné à l'engagement de suivre un stage de responsabilisation* » sur les violences faites aux femmes. Son retour dans le groupe parlementaire à la suite d'un vote à bulletins secrets apparaît à beaucoup comme une faute morale et une grave erreur politique.

À propos de la tactique parlementaire relative à la contre-réforme des retraites, JLM va à nouveau intervenir publiquement, pour critiquer les autres groupes de la Nupes qui « *se sont, hélas, alignés sur les leçons de bonnes manières données par la macronie* », et en même temps peser sur le groupe LFI qui était partagé.

LA QUESTION DU LEADERSHIP DEPUIS LE PRESQUE RETRAIT ANNONCÉ DE JLM

Au soir du premier tour de la présidentielle, JLM a laissé penser qu'il se retirait et laissait sa place en disant : « *Faites mieux* ». Cette ouverture a aiguisé les appétits de toutes celles et ceux qui se voient bien prendre cette place. Qu'en sera-t-il au bout du compte ? Bien difficile de le savoir. Pour le moment, loin de se concentrer sur l'Institut La Boétie, JLM montre qu'il faut toujours compter avec lui.

LA PLACE RELATIVE DE LA FI DANS MOBILISATION SUR LES RETRAITES

La FI a un fonctionnement centré sur la réussite électorale qui ne favorise pas la formation de militantEs capables de jouer un rôle moteur dans un syndicat, une association, une mobilisation unitaire, qui demande de savoir dans le temps long travailler avec d'autres, se réunir, débattre, s'adapter en fonction du débat, décider démocratiquement, être majoritaire. Il est frappant de constater que dans ces cadres on rencontre très peu de militantEs FI, qui sont par ailleurs très dynamiques au plan politique. Or, les dominéEs qui se mobilisent, se politisent, se radicalisent, s'organisent sous de multiples formes qui ne sont ni impulsées ni structurées par la FI. Penser

que ces différentes formes pourraient naturellement se placer sous sa direction politique est une illusion. Les frictions sont donc permanentes. Comme le dit en réponse à JLM l'ex-secrétaire général de la CGT Philippe Martinez, sur les formes d'action, « *ce n'est pas un qui décide à la place de tous, mais on se parle et on décide...* »

Dans la mobilisation de défense des retraites, la FI voudrait que ses députéEs soient les correspondantEs naturelLEs des luttes. Mais ce n'est pas le cas. L'intersyndicale totalement unifiée apparaît aux millions d'opposantEs au gouvernement comme le cadre adapté aux besoins, comme l'était JLM sur le terrain électoral. De ce fait, après le « bruit et la fureur » de la joute parlementaire, dans les manifestations la FI est un courant politique comme les autres à gauche et ne joue pas un rôle politique spécifique pour organiser l'affrontement, ce qui est la question centrale pour toutes celles et ceux qui veulent gagner.

POUR CONCLURE

Dans le champ politique, dans l'espace médiatique, la FI est une force incontournable. Dans le champ de ruines qu'est aujourd'hui la gauche politique en France, elle apparaît comme la force centrale, déterminante. Mais, édifiée sur une base fragile, elle est incapable d'assumer la responsabilité de travailler à l'organisation du camp des dominéEs.

Celles et ceux d'en bas ont besoin de bien plus qu'un mouvement uniquement organisé pour gagner les élections. Ce qui manque cruellement aujourd'hui, c'est une force politique hégémonique à gauche, qui offre une alternative au capitalisme, qui structure effectivement les exploitéEs et les oppriméEs, dans leurs lieux de travail, dans leurs quartiers, qui lie les luttes contre l'exploitation capitaliste, la crise écologique, les oppressions en un tout émancipateur, qui mette au centre de ses pratiques la démocratie la plus large.

La FI est bien loin de cela ! Et pour le moment, les mesurette de réorganisation qui ne visent qu'au maintien d'une machine électorale ne sont pas une mue, loin d'être à la mesure des enjeux de la période. □

Rouen, le 5 mai 2023, cet article a d'abord été écrit pour la revue Viento Sur.

Les Soulèvements de la Terre ou le renouveau de la lutte écologiste

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

Le collectif Les Soulèvements de la Terre (SDT) est né en janvier 2021 à Notre-Dame-Des-Landes de la volonté de construire un réseau de luttes locales de résistance à l'accaparement des terres et « d'établir un rapport de force en vue d'arracher la terre au ravage industriel et marchand ».

De quoi ce collectif militant est-il le nom ? Quel premier bilan après deux ans et demi d'existence ? Quel apport pour la lutte générale contre le capitalisme et son monde ? Quelles relations le NPA peut-il entretenir avec ce mouvement bien organisé, fédérateur et porteur de perspectives anticapitalistes ? L'expérience vécue à leurs côtés nous inspire ces réflexions.

FortEs de l'expérience de la lutte victorieuse contre le projet d'aéroport, des dizaines de collectifs, assos, fermes, des hommes et des femmes également impliqués dans les luttes « *contre la loi travail, les violences policières, le racisme, le sexisme et l'apocalypse climatique*¹ », des jeunes pour la plupart, des paysanNEs pour beaucoup, et toujours des habitantEs en lutte pour défendre leur territoire, face aux bétonneurs, ont lancé un appel à unir leurs colères, à résister ensemble, à constituer un mouvement de lutte, de réflexion et d'élaboration, d'unité et d'actions qu'ils ont nommé « les Soulèvements de la Terre ».

UN RENOUVEAU DES LUTTES ÉCOLOGISTES ATTENDU

Dans un contexte d'aggravation considérable des crises écologiques, alors que les marches mondiales pour le climat montraient leurs limites, la nécessité de renouveler les stratégies de lutte face aux avancées destructrices des grands groupes capitalistes s'est imposée.

Traditionnellement représenté politi-

quement par « les Verts », le mouvement écologiste s'est profondément transformé depuis le temps où iels prétendaient l'incarner à eux seulEs. AffaibliEs par les rivalités et ambitions personnelles, iels ont perdu en crédibilité avec leur participation à différents gouvernements et exécutifs régionaux et locaux sans résultats probants. Sur-tout, leur alignement sur le capitalisme vert les a disqualifiéEs en particulier dans la jeunesse.

LES SAISONS DES SDT

« Le pari des SDT ne repose pas sur des professions de foi, mais sur des premiers gestes concrets et des défis partagés, sur des lieux, sur des liens et des amitiés grandissantes¹. »

Les luttes programmées en saisons, au gré des batailles contre des projets climaticides et destructeurs ont toutes un point commun : défendre les terres agricoles, leur rendre leur fonction nourricière, contre leur accaparement par l'agro-industrie, le BTP. De la saison 1 à la saison 5, des milliers de personnes ont multiplié les actions festives et militantes.

De la défense active des jardins des Vaïtes² à Besançon, à celle de La Prévalaye³, à Rennes, en passant par les marches contre la bétonisation des terres fertiles d'Île-de-France et La-farge⁴, mais aussi contre l'extension de carrières de sable et le maraîchage productiviste à Saint-Colomban en Loire-Atlantique⁵ ou contre des projets routiers comme l'A133-A13⁴ ou faux contournement de Rouen⁶ et l'A69 entre Toulouse et Castres⁷, la lutte des Sucrs contre une 2x2 voies⁸ chez Wauquier. Dans le Tarn, avec la reprise de la terre au bénéfice d'un paysan-boulangier, dans le Var et le Jura avec des actions sur des vignobles, des actions aussi contre Bayer-Monsanto à Lyon⁹, symbole de la dépossession des paysanNEs de leur autonomie et de leur lien à la terre, dans la lutte contre les mégabassines et l'accaparement de l'eau à Sainte-Soline¹⁰... toutes ces batailles ont un point commun fédérateur : ancrer les luttes dans des territoires à défendre, unir les habitantEs et les renforcer, apporter un savoir-faire très expérimenté organisationnel et stratégique.

Là est la caractéristique des SDT : mettre l'expérience acquise dans la lutte à NDDL au service d'autres luttes similaires. Toutes sont suivies par « un travail de fond sur l'accaparement des terres pour lancer diverses enquêtes, mobilisations et initiatives d'éducation populaire. Occupations de terres, apprentissage communautaire de la veille foncière et des mécanismes de régulation, diffusion publique des informations relatives aux sociétés qui concentrent le plus de foncier agricole à l'échelle d'un territoire, soutien aux jeunes paysan.ne.s entravé.e.s dans l'accès au foncier par les dynamiques de cumul et d'agrandissement, etc¹. »

DES BÂTONS DANS LES ROUTES...

À LÉRY DANS L'EURE

Le collectif contre le contournement à l'est de Rouen qui regroupe une cinquantaine de structures en Seine Maritime et dans l'Eure est né en janvier 2022. Nous avons commencé à travailler concrètement avec les SDT en décembre 2022. De rencontres en réunions de travail, nous avons organisé un festival qui a drainé 4 000 personnes venues des quatre coins de France et d'Europe, mais surtout des locaux qui se sont appropriés l'initiative et s'y sont investis fortement. L'apport des SDT a été précieux. La fabrication d'un récit commun autour de la forêt de Bord, symbole local fort, mais aussi la construction d'une histoire autour de chaque action proposée, a dopé les imaginations et décuplé les initiatives : conférences avec David Gaborieau (logistique et urbanisation), Fatima Ouassak (l'écologie et les quartiers populaires), Alessandro Pignocchi, scientifique, philosophe et auteur de BD, des balades avec les Naturalistes des Terres et installation de nichoirs, de deux mares et de dispositifs de défense si les tronçonneuses arrivent (clous, filins métalliques dans des arbres), installation d'une aire de jeux faite de sculptures en bois, première « ZAD des enfants » et le blocage de l'A13 qui traverse la forêt de Bord. À chaque action, le même récit : la forêt se défend, elle reprend ses droits.

LES MÉTHODES DES SDT

Les militantEs des SDT partagent une expérience organisationnelle très forte, qui permet de gagner du temps et de l'efficacité face aux bétonneurs soutenus par les gouvernements à leur

service. Les actions sont organisées, travaillées ensemble, connues et validées par le collectif local. La réussite de certaines actions peut nécessiter une préparation concrète plus confidentielle confiée à un groupe restreint. Ce fut le cas pour le blocage de l'A13. À ce stade de la lutte (les travaux n'ont pas commencé), il importait de réussir un festival « familial », festif et d'éviter tout affrontement avec la police. Le groupe Action avait élaboré 3 scénarios d'action « en direction de l'A13 » gradués du plus au moins fort, selon les réactions des FDO. Rien n'a filtré avant le jour de l'action où les modalités ont été expliquées en assemblée générale. Cela peut paraître frustrant, gênant, de ne pas tout savoir, de ne pas tout maîtriser. Cela nécessite une solide confiance mutuelle, construite sur la volonté partagée de rassembler des positionnements parfois très différents et sur l'acceptation de jouer chacunE son rôle dans le dispositif global d'actions. En ce qui nous concerne, nous avons pu mesurer chez les SDT le niveau de responsabilité et de respect des différentes approches de la lutte car entre les « légalistes », souvent des éluEs ou des personnes investies et/ou confiantes dans les institutions, et les « radicaux » souvent des jeunes, fichéEs par la police (donc masquéEs), il fallait un point d'équilibre. Il fut trouvé, par la discussion franche, sans agressivité, avec le souci de parvenir à une solution satisfaisante pour touTEs. Nous en sortons renforcéEs dans la conviction qu'un collectif militant qui agit ensemble révèle dans l'action commune des trésors d'imagination et des capacités de réaction insoupçonnées.

LE NPA ET LES SDT

Le morcellement entre luttes sociales, luttes environnementales, luttes contre les oppressions a montré ses limites. Les luttes sont globales. Les Gilets jaunes partis d'une revendication sur le prix du carburant sont arrivés à faire le lien entre les revendications avec le slogan « fin du monde, fin du mois, même combat » par la magie propre au collectif militant qui discute et avance ensemble. Les revendications féministes, antiracistes, syndicales, écologiques ont infusé et sont comprises et reprises d'une lutte à l'autre. Celles menées autour de l'accaparement des terres englobent une dénonciation puissante du productivisme, ne

se cantonnant pas au domaine strictement environnemental, mais débordent sur tous les champs de contestation de l'ordre capitaliste, patriarcal, de mise en concurrence. La force des SDT est de réussir à solidariser des populations autour de revendications sur leurs territoires, leurs façons de les habiter, leurs désirs de décider par elles-mêmes de comment y vivre et de donner à ces combats une dimension politique globale.

ET LA VIOLENCE DANS TOUT ÇA ?

Ressassée par les médias et le gouvernement, la question de la violence doit être réfléchie.

Le NPA a sa propre expérience de l'auto-protection des luttes (à Sainte-Soline, il a tenu le rôle qu'il avait accepté de jouer face aux « forces de l'ordre »). Nous refusons l'injonction à « condamner les violences », nous assumons des actions de sabotage (contre Lafarge, avec les faucheurs volontaires, les déboulonneurEs de pubs...) car nous savons que la vraie violence, institutionnelle, légale, meurtrière et humiliante chaque jour des millions de personnes. Nous pensons politiquement contre-productifs certains actes des dits « black-blocs » dont le seul objectif est leur propre mise en scène sans souci d'un objectif commun. Nous ne les confondons pas avec une colère de plus en plus massive et populaire contre la violence du système et de sa police.

Face à l'avancée dévastatrice du capitalisme, les marches et pressions sur les gouvernements sont impuissantes. Les « désarmements » d'installations écocides mis en œuvre avec les SDT, la Confédération paysanne... imposent la légitimité d'actions illégales. Elles posent à nouveau les questions de la désobéissance à l'ordre injuste et mortifère, de l'affrontement à l'État et aux institutions. Une réflexion nécessaire et urgente !

1) <https://essoulevementsdelaterre.org/>

2) <http://www.lesvaites.com/>

3) <https://sauvegardeprevalaye.wordpress.com/>

4) <https://essoulevementsdelaterre.org/>

5) <https://reporterre.net/En-Loire-Atlantique-les-carrieres-de-sable-favorisent-l-etalement-urbain>

6) <https://contournement-est.fr/>

7) <https://reporterre.net/Toulouse-Castres-une-course-de-caisses-a-savon-contre-l-A69>

8) <https://laluttedessucs.noblogs.org/>

9) <https://youthforclimate.fr/groupes-locaux/yfc-lyon/communiqués/retour-sur-les-actions-menees-contre-bayer-monsanto-ce-5-mars-a-lyon-et-dans-sa-region/>

10) <https://bassinesnonmerci.fr/>

Une situation politique trouble en Corse

PAR A MANCA

Le printemps corse de l'année dernière avait vu une révolte populaire s'exprimer après l'assassinat d'Yvan Colonna. Ce mouvement, qui s'inscrivait initialement dans la durée, catalysait tout le mal-être des classes populaires insulaires précarisées massivement par une double domination impérialiste et néolibérale, à l'exclusion d'une petite et moyenne bourgeoisie qui profite du tourisme. On avait pu voir la jeunesse exprimer sa rage et sa détermination. Quelques responsables de la gendarmerie et du renseignement avaient alors qualifié la situation de pré-insurrectionnelle.

C'est dans ce contexte que Darmanin avait annoncé l'ouverture d'un cycle de négociations sur l'évolution du statut de la Corse en posant immédiatement des « lignes rouges » à ne pas dépasser. Parmi ces limitations, pas question de reconnaître le peuple corse et de donner un caractère co-officiel à la langue corse.

UNE STRATÉGIE DE POURRISSÉMENT ?

Tout le monde en Corse sait que les envoyés de Macron ont usé de tous les recours et de tous les prétextes pour retarder au maximum le cycle de discussions. Mais alors que la majorité autonomiste qui dirige la Collectivité de Corse a tout fait pour apaiser la situation, condition exigée par Darmanin pour aller plus loin dans le processus, l'appareil d'État a envoyé d'autres signaux. Alors que des membres du commando Érignac ont enfin pu bénéficier de l'application du droit (rapprochement, semi-liberté), des fractions hostiles de l'appareil politico-judiciaire et de la préfectorale ont tout mis en œuvre pour revenir au tout répressif. Pour illustrer le fond politique qui anime ces colonialistes en puissance de la grande époque impériale française, il suffit de lire les rapports de la commission d'enquête parlementaire sur l'assassinat

d'Yvan Colonna. Par exemple, au cours d'un échange interne à la préfectorale, un préfet proposait de « décorer Franck Élong Abé pour service rendu », soit l'assassin du prisonnier politique corse. Et quand les parlementaires demandent si ce militant islamiste était une source du renseignement, l'État oppose le « secret défense ».

Dans le même temps, en Corse, des jeunes mobilisés au cours du printemps 2022 étaient interpellés, les effectifs de CRS et de gendarmes mobiles augmentés et, encore très récemment, le Tribunal administratif de Bastia rendait un avis pour interdire la tenue des débats en langue corse au sein de la Collectivité de Corse.

Malgré la bonne volonté des députés nationalistes à Paris, quelques collègues leur ont fait remarquer qu'il serait hasardeux de trouver une majorité au Parlement français pour modifier la Constitution en faveur de la Corse. Il y a quelques jours, Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, déclarait en off à des proches de Macron : « *Il n'y aura pas de réforme institutionnelle* », contredisant les propos d'Elisabeth Borne qui venait juste d'assurer les élus corses du contraire. Les Corses font-ils l'objet d'un marché de dupes, comme de nombreuses voix le font entendre dans l'île ?

LES DANGERS DE L'IMPASSE DÉMOCRATIQUE

La majorité autonomiste est remise en cause dans sa gestion de la question corse par les courants indépendantistes et par une partie de la jeunesse insulaire. Face à ce *statu quo*, on assiste à une résurgence de la propagande armée clandestine de la part de différentes organisations ; des groupes se réclamant de la filiation FLNC et une organisation de jeunesse Ghjuventù Clandestina Corsa (Jeunesse clandestine corse). Leurs actions ciblent principalement les résidences secondaires et les entreprises de BTP. Ces actions pourraient se heurter frontalement aux intérêts spéculatifs de la criminalité organisée qui n'avait jamais atteint un tel niveau de puissance dans l'île. Le risque que les services français mettent en œuvre leur savoir-faire pour provoquer un nouveau cycle d'affrontements entre Corses n'est pas à exclure. Mais ce qui est vécu comme une impasse démocratique et l'absence de perspectives politiques provoquent une réaction dynamique des « forces du désespoir ». La pression sociale et sociétale due à une prédation sans limites du territoire insulaire toujours plus bétonné, la disparition organisée de la société agro-pastorale insulaire, le quart de la population corse sous le seuil de pauvreté sont autant de facteurs parmi d'autres qui

alimentent le désespoir d'une génération. Le sentiment de néantisation ressenti et le réflexe de citadelle assiégée qui s'en suit, rendent le discours du repli identitaire classique plus audible, chez les jeunes notamment.

C'est dans ce clair-obscur d'une société corse atomisée que l'on voit se constituer un mouvement (s'abritant derrière la vitrine culturelle « Palatinu ») qui fédère tout à la fois les partisans de Zemmour, des identitaires isolés, des intégristes religieux, des sionistes et des jeunes nationalistes très conservateurs, voire néofascistes. C'est le prisme de l'identité et de leur combat civilisationnel contre le péril islamiste qui relègue la question du droit à l'autodétermination au second plan. Ce mouvement permet de fédérer pour la première fois les nationalismes en Corse, sur un versant ethnicisant. La majorité des militants politiques corses attachés aux droits humains ne semblent pas encore avoir pris la mesure du danger, ne voyant dans l'émergence de ce nouveau courant qu'un épiphénomène. Le réveil sera douloureux.

LE PEUPLE CORSE NE MARCHE TOUJOURS PAS SUR SES DEUX JAMBES

On aurait pu penser que le mouvement de fond contre la réforme des retraites allait servir de catalyseur à une unité des luttes démocratiques et contre le néolibéralisme. Il n'en fut rien.

S'il y a bien eu des mobilisations en Corse depuis le mois de janvier, l'intensité tant sur le plan quantitatif que des moyens d'actions est très en-deçà du mouvement comparable de 2003. Plusieurs facteurs expliquent cette faiblesse ; l'appauvrissement hors-norme du salariat en Corse, le peu d'attractivité du mode d'action sous forme de grèves perlées, etc. Mais le problème est avant tout politique.

Le monde du travail paye l'addition des choix irresponsables des directions politiques qui continuent d'opposer la question démocratique à la question sociale. On a bien vu les députés nationalistes ne pas céder au chantage de Macron et voter contre la réforme, mais dans le même temps, si on a bien vu des dirigeantEs et militantEs présents dans les cortèges syndicaux, ce n'était que de manière sporadique et non significative. On a bien vu des syndicalistes demander à juste titre d'être associéEs aux discussions sur l'évolution du Statut de la Corse, mais dans le même temps, il n'y a eu aucun séminaire sérieux pour donner

un contenu social à l'autonomie et remander à la majorité autonomiste de se positionner.

Les conséquences sont visibles sur le terrain ; la jeunesse qui s'était mobilisée au printemps dernier a été majoritairement absente du mouvement social. Cette dualité contre-productive alimente un divorce profond entre les militantEs d'une gauche hors-sol inféodée à Paris et les militantEs pour le droit à l'autodétermination du peuple corse. Point d'orgue de cette division, après une violente altercation entre syndicalistes STC et CGT au sein d'EDF, le STC a acté durant la dernière semaine d'avril sa rupture avec l'intersyndicale en général et avec la CGT en particulier.

POUR QUE LA CORSE NE SOIT PAS SACRIFIÉE SUR L'AUTEL DU MARCHÉ CAPITALISTE

Dans cet environnement politique insulaire très complexe, construire et éduquer pour une alternative au capitalisme en Corse, sans opposer les combats intermédiaires, n'est pas une sinécure.

Le positionnement public implique de rompre avec la tutelle clientéliste (qui permet à une majorité de Corses de survivre) et de prendre le risque de menacer, même involontairement, les intérêts des bandes criminelles qui ont mis l'économie de la Corse en coupe réglée. Chaque prise de parole publique implique des conséquences dans une société dont la démographie très faible et les intrications familiales font que l'anonymat n'existe pas, et encore moins l'omerta.

L'anticapitalisme méridional de la Corse ne peut pas être un copié-collé des stratégies des organisations existantes

dans les États constitués, et pour de nombreuses raisons.

A Manca a une légitimité historique issue d'acquis de 25 années de luttes et d'existence et est une organisation dont les statuts permettent à différents courants de s'investir. Mais il n'est pas aisé pour bon nombre de symphatizantEs de s'investir et de s'exposer davantage. Il n'en demeure pas moins que les opposantEs au capitalisme en Corse dépassent largement les rangs de notre organisation mais la plupart sont isolés et investissent des champs de luttes intermédiaires (culturelle, environnementale, féministe, antifasciste, LGBTQIA+, etc.). Face aux enjeux de l'heure et à toutes les urgences, il est absolument nécessaire de fédérer ces forces sans violer les rythmes, les niveaux de conscience et les débats idéologiques.

Dans cette optique, nous avons décidé il y a un an, après en avoir discuté avec nos camarades d'A Ghjuventù Cumunista Cismuntinca de créer le réseau d'action et de réflexion « Reta Sicialisimu o Barbaria ». Seules peuvent adhérer à ce réseau les personnes s'inscrivant dans la promotion d'un socialisme démocratique et autogestionnaire et pour le droit à l'autodétermination du peuple corse. Ce réseau n'a pas vocation à devenir un mouvement ou à régler tous les débats stratégiques du mouvement ouvrier. Il fédère les personnes organisées ou non dans le respect de dix principes d'action intangibles. Ayant mené plusieurs campagnes politiques et très investi dans les mobilisations, le réseau tiendra sa première assemblée générale durant ce mois de mai. Socialisme ou Barbarie demeure plus que jamais notre mot d'ordre, en Corse comme ailleurs. □



L'espoir naufragé : l'opposition ne triomphe pas, le régime ne s'effondre pas

PAR URAZ AYDIN*

Le Président Erdogan sort en tête des élections présidentielles du 14 mai 2023 qui représentait une sorte de plébiscite pour décider si son régime autocratique resterait en place ou non. Avec 49,5 % des votes le leader de l'AKP, au pouvoir depuis vingt ans, devance le candidat de l'opposition Kemal Kılıçdaroğlu qui n'obtient que 44,8% lors de ce scrutin à forte participation (88,9%).

De nombreuses irrégularités en faveur des alliés d'Erdogan sont dénoncées par l'opposition. Un deuxième tour devrait se tenir le 28 mai 2023. Si Erdogan l'emporte, son régime nationaliste, islamiste et dictatorial se maintiendra pour encore 5 ans.

LE BLOC RÉACTIONNAIRE OBTIENT LA MAJORITÉ AU PARLEMENT

Le bloc constitué autour de Recep Tayyip Erdogan est probablement une des coalitions les plus réactionnaires de l'histoire politique du pays. Déjà, depuis 2015, l'AKP étaient en alliance avec le Parti du Mouvement nationaliste

(MHP) d'extrême droite. Pour ce scrutin Erdogan a inclus dans son bloc le parti islamiste Yeniden Refah dirigé par Fatih Erbakan, le fils du leader historique de l'islam politique en Turquie Necmettin Erbakan. Une autre aile plus islamisante de l'extrême droite, le Parti de la grande union (BBP) fait aussi partie de cette alliance. A aussi rejoint ce bloc le Hüda-Par, parti légal du Hezbollah de Turquie, surtout implanté dans la région kurde et qui, dans les années 90, avait été utilisé comme force armée par le Gladio turc contre le PKK et avait commis de nombreux massacres.

Lors des législatives qui se sont tenues

en même temps, l'alliance d'Erdogan a obtenu avec 49,4 % des voix 322 députés (sur 600). Si son nombre de voix est en baisse par rapport au suffrage de 2018 où il obtenait 344 élus, Erdogan dispose toujours de la majorité au parlement qui lui permet d'adopter ou d'empêcher des propositions de loi. Les résultats obtenus par l'AKP sont aussi en baisse, mais le MHP que l'on estimait avoir chuté vers les 6-7 % regagne presque son niveau de 2018 en atteignant les 10 %. Il semble ainsi que le mécontentement ne s'est pas affirmé dans un changement de bloc, mais à l'intérieur même du camp d'Erdogan. Cependant il faut noter que l'AKP arrive en tête dans presque toutes les villes de la zone du séisme.

UNE DÉFAITE POUR L'OPPOSITION

Face à ce bloc, se trouvait L'Alliance de la nation dont le principal parti est le Parti Républicain du Peuple (CHP) fondateur de la République, de centre-gauche. L'autre « grand parti » de ce bloc est le Bon Parti (İYİP) de Meral Akşener qui est une scission de l'extrême droite, représentant un nationalisme plus séculaire que le MHP mais qui essaye de se repositionner vers le centre-droite. Font aussi partie de cette alliance deux partis dont les leaders furent des dirigeants de l'AKP, celui de Ahmet Davutoğlu ancien Premier ministre et Ali Babacan ancien ministre de l'Économie. Finalement participent aussi à ce bloc le Saadet Partisi (SP) qui provient du courant historique



Meeting de campagne de Kemal Kılıçdaroğlu le 6 mai à Istanbul. © Kurmanbek / Wikimedia commons.

de l'islamisme dont est issu l'AKP, ainsi qu'un autre petit parti de droite. Politiquement cette alliance de l'opposition défend le retour à un régime parlementaire (aboli par Erdogan en 2017 à la suite d'un référendum) et le redressement de l'économie par une restauration du néolibéralisme avec certains traits « sociaux ». Avec 35,4% des voix, le bloc de l'opposition obtient 213 députés, soit 24 sièges de plus qu'au scrutin précédent. Les partis de Babacan et Davutoğlu ainsi que le SP, dont les candidats ont été présentés sous les listes du CHP, semblent avoir apporté 3 % aux résultats de CHP. Ces partis de droite obtiennent ainsi 40 sièges, alors qu'ils n'en rapportent que 23 de plus. Les places éligibles réservées aux candidats de droite dans ces listes avaient suscité des débats parmi la base du CHP.

UN DÉSIR DE « RÉCONCILIATION » MINORITAIRE

Pour les présidentielles, face à Erdogan, le candidat de ce bloc était Kemal Kılıçdaroğlu, leader du CHP. Étant donné l'importance du Président de la République dans le système autocratique, la victoire de Kılıçdaroğlu était décisive pour le changement de régime. Ce dernier a mené une campagne qui a su embrasser de larges secteurs de la population. Le fait qu'il soit un kurde Alévi (courant minoritaire de l'islam vu comme une hérésie par le sunnisme traditionnel) avait engendré des débats, beaucoup pensant qu'il ne pourrait pas unifier l'opposition. Toutefois le leader du CHP avait mené une campagne revendiquant fièrement son appartenance à l'alévisme et appelant à une réconciliation de la population de Turquie face aux politiques polarisatrices d'Erdogan. Il semblerait cependant que les désirs de « réconciliation » et du retour à l'État de droit et au régime parlementaire ne sont pas majoritaires dans la société turque.

Un troisième candidat, Sinan Ogan, ultranationaliste et provenant des rangs du MHP obtient 5,1 %. Candidat d'un petit bloc nationaliste et antikurde qui refuse de soutenir Kılıçdaroğlu, notamment parce que ce dernier était aussi soutenu par le parti pro-kurde HDP, détient désormais une position cruciale pour le second tour. S'il décide de soutenir Erdogan, la victoire de ce dernier devient inévitable. S'il appelle à voter pour Kılıçdaroğlu, rien n'est garanti car il semble difficile qu'il arrive à canaliser

ses électeurs en bloc. Son choix va dépendre des négociations où seront discutées les positions que chaque camp promettra de délivrer à son alliance en cas de victoire. Ceci peut mener l'opposition à adopter un discours plus nationaliste (et anti-migrant) pour convaincre Ogan, ce qui aura cependant comme effet d'éloigner l'électorat kurde, qui représente près de 10 % de voix, soit plus que ce que la base d'Ogan peut apporter au maximum.

HDP, TIP ET L'ALLIANCE « TRAVAIL ET LIBERTÉ »

Une autre alliance de l'opposition est celle nommée « Travail et Liberté » constituée par le HDP (Parti démocratique des peuples, parti de gauche issu du mouvement kurde), le TIP (Parti ouvrier de Turquie où militent nos camarades de la IV^e Internationale) ainsi que quatre autres formations de la gauche radicale. Pour les présidentielles cette coalition a soutenu Kılıçdaroğlu. Pour les présidentielles le HDP a participé aux élections sous son « parti de rechange », contre la probabilité qu'il soit interdit, le Parti vert-gauche (YSP). Le TIP ne s'est pas présenté dans les villes où le HDP avait une large majorité (le Kurdistan de Turquie) et dans certaines où il risquait de faire perdre des députés au HDP et au CHP ; il a soumis des listes dans 52 villes sur 81. Le fait que le TIP veuille se présenter au sein de l'alliance mais avec des listes indépendantes dans certaines villes est un sujet qui a suscité beaucoup de débats, sur lesquels il faudra revenir. Parmi les listes du TIP ont aussi pris place des candidats provenant de deux courants trotskistes, le Parti de la démocratie ouvrière (IDP) et L'Association de la solidarité ouvrière internationale (UID-DER).

Le HDP-YSP obtient 8,8 % à ces élections soit 3 % de moins qu'à celles d'avant. Il est encore trop tôt pour faire des analyses conséquentes mais il semble que le soutien à Kılıçdaroğlu pour les présidentielles a été compris comme un soutien au CHP (aux législatives) et donc des voix sont passées à ce parti. D'autre part le barrage (pour entrer au parlement) de 10 % était une source importante de motivation pour voter pour ce parti et permettre sa représentation au parlement. Le fait que ce barrage soit actuellement de 7 % (un seuil que le HDP devait aisément dépasser selon les estimations) a dû aussi peser et une partie de l'électorat de gauche qui avait voté précédemment pour le HDP est retourné

voter pour le CHP et en partie pour le TIP. Finalement on sait que notamment au sein du peuple kurde, certains secteurs plus conservateurs et nationalistes s'opposent aux alliances avec l'extrême gauche turque, ceci a aussi dû avoir des effets sur les résultats.

Dans ce panorama cauchemardesque, une maigre (mais significative) consolation est le résultat qu'obtient le TIP. Depuis 1965, pour la première fois un parti socialiste et révolutionnaire se revendiquant de la cause de la classe ouvrière arrive à entrer au parlement avec ses propres voix (et non en étant élu sous la liste d'un autre parti). Le TIP obtient 1,7 % avec 1 million de votes, en ne se présentant que dans 2/3 du territoire, donc probablement au-dessus des 2 % au total. Notons qu'une partie de ces votes, probablement la moitié, provient d'électeurs ayant voté auparavant pour le HDP, mais le reste vient de la gauche du CHP mais aussi d'un électorat qui votait pour la droite mais qui a (surtout à travers les élus du TIP) découvert une gauche combative, qui ne mâche pas ses mots face aux puissants et met en avant les droits des travailleurs.

Le parti qui avait multiplié ses effectifs par quatre depuis la mi-janvier, était passé de 10 000 à 40 000 membres en quatre mois, notamment en raison de sa mobilisation en solidarité avec la ville de Hatay (Antioche), gravement touchée par le séisme. Il gagne ainsi quatre députés, dont trois étaient déjà au parlement précédent. Le quatrième, Can Atalay, élu justement comme député de Hatay, est un avocat renommé engagé dans toutes les luttes du pays et qui est actuellement en détention provisoire depuis plus d'un an, pour avoir été le principal porte-parole de la révolte de Gezi en 2013. Si une condamnation ne tombe pas dans les jours prochains, Can sortira de prison pour prendre sa place au parlement pour faire retentir, avec ses camarades du TIP et du HDP, la voix des exploités et des opprimés quelle que soit l'issue du second tour de la présidentielle.

Istanbul, le 17 mai 2023 □

** Uraz Aydın est membre dirigeant du Parti ouvrier de Turquie (TIP) à Istanbul et de Sosyalist Demokrasi için Yeniyol, l'organisation liée à la Quatrième Internationale en Turquie.*

Sur le développement des luttes des classes en France

PAR SYLVAIN PYRO

Nous venons de vivre plusieurs mois de lutte des classes en France d'une intensité remarquable. Par millions, des prolétaires ont défilé à répétition dans les plus gros cortèges de l'histoire sociale du pays. Des secteurs économiques importants, bien que isolés, sont entrés en grève reconductible. Le gouvernement a failli chuter et la mobilisation a continué après l'adoption de la loi via l'article 49.3 de la Constitution. Jamais le pouvoir n'a été autant contesté dans la première année d'un mandat présidentiel sous la 5^e République.

Nous avons pour habitude de dire que le mouvement de 1995 a ouvert un nouveau cycle de luttes après le reflux des années 80 : des mobilisations de masse contre l'extrême droite en 2002, un mouvement de grève en 2003 dans l'éducation nationale et contre la réforme des retraites dans la fonction publique, la victoire du Non de gauche au référendum de 2005 suivie du retrait de la réforme du Contrat Première embauche (CPE) en 2006 sous la pression des mobilisations de la jeunesse et du début de débordement dans le monde du travail.

DANS QUEL CYCLE DE LA LUTTE DES CLASSES SOMMES-NOUS ?

La crise économique de 2008, suivie de la défaite de la mobilisation contre la réforme des retraites de Fillon de 2010, a clos brutalement la montée des mobilisations et de la contestation de l'ordre économique capitaliste. En 2010, les manifestations étaient d'un niveau comparable à 2023 et certains secteurs avaient perturbé la marche de l'économie (SNCF, énergie, ramassage des ordures...) et la défaite a provoqué un reflux important des mobilisations. Lors de cette séquence, les conditions de la lutte des classes se sont profondément modifiées.

La mobilisation de 2010 était nettement plus massive et profonde que la mobilisation contre le CPE par exemple. Mais les enjeux pour la bourgeoisie étaient également bien supérieurs. La crise de 2008 a massivement frappé l'économie mondiale. Si des mesures ont été rapidement prises par les banques centrales et les principaux pôles économiques impérialistes, les difficultés économiques ont radicalisé la bourgeoisie. En Europe, l'austérité budgétaire, les plans de redressement, la mise à genoux de pays entiers comme la Grèce par le centre européen, montrent à quel point il a fallu frapper fort pour maintenir les profits capitalistes et faire payer aux classes populaires les centaines de milliards d'euros injectés par les banques centrales pour éviter l'effondrement.

C'est dans ce contexte que les années 2010 se sont ouvertes. Sarkozy a exprimé politiquement un durcissement de la grande bourgeoisie dans la façon dont elle domine l'ensemble des autres classes sociales, à commencer par le prolétariat. L'attaque frontale sur les régimes de retraites, contre les hôpitaux ou dans le secteur de l'éducation ne peut se comprendre que par la volonté du camp d'en face de modifier brutalement la répartition des

richesses en sa faveur. Cette volonté sur le plan national a été stimulée par la réorganisation de la hiérarchie entre les puissances impérialistes.

Après Sarkozy, Hollande est arrivé au pouvoir en 2012 en faisant croire à un apaisement des relations sociales. Mais le Parti socialiste, après 30 ans d'intégration à l'appareil d'État français, a poursuivi la même politique que Sarkozy sur le plan économique et social. La bourgeoisie radicalisée ne pouvait pas attendre. Par ailleurs, les liens avec la gauche et le mouvement syndical ont même facilité le passage de certaines réformes. Dès le 1^{er} janvier 2013, le gouvernement Ayrault met en place le CICE, un avantage fiscal de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an pour les entreprises. En 2013, la réforme Touraine passant progressivement les retraites à 43 annuités de cotisation a été adoptée sans réaction. En 2016, la loi El Khomri, dite « loi travail », attaque brutalement le droit du travail et la place des organisations syndicales dans le rapport de force quotidien entre patrons et salariés. Des grèves vont se déclencher mais avec un arc de force syndical restreint (la CFDT soutenant la réforme) et une répression policière à un degré qualitativement supérieur par rapport à la période précédente.

En 2017, Macron, ministre de Hollande jusqu'alors, est propulsé président de la République par les fractions dominantes de la bourgeoisie française, Bernard Arnault en tête (il est devenu depuis l'homme le plus riche du monde, tout un symbole !). Son début de mandat est marqué par « l'affaire Benalla », du nom d'un proche conseiller du président, qui a participé matraque à la main à la répression policière du 1^{er} Mai 2018. L'affaire fait scandale et Macron, se croyant intouchable, a lancé devant la presse « *Qu'ils viennent me chercher !* ». Quelques semaines plus tard, l'irruption du mouvement des Gilets jaunes semble répondre à l'arrogance du pouvoir. Mouvement d'un nouveau type (à l'exception des Bonnets rouges bretons en 2013), extérieur au mouvement ouvrier organisé, les Gilets jaunes représentent une alliance des classes populaires périphériques, celles reléguées hors des métropoles. Ce mouvement va prendre un caractère insurrectionnel contre la vie chère et pour la démocratie. Jusqu'à 300 000 personnes sont entrées dans l'action directe dont plusieurs dizaines de milliers jusqu'aux portes de l'Élysée. Chaque weekend, pendant un an, les Gilets jaunes ont occupé l'espace public, les ronds-points et les rues des grandes villes sous une répression policière sans précédent dans l'histoire récente du pays.

LA RADICALISATION DE LA BOURGEOISIE VA S'ACCENTUER

Dès le mouvement des Gilets jaunes « calmé », Macron va tenter une première réforme du régime des retraites pour en finir avec le mode de financement que nous connaissons, vers un régime à points. Une fois de plus, une partie du mouvement syndical autour de la CFDT va soutenir la réforme. La mobilisation, menée notamment par la CGT avec des grèves reconductibles à la SNCF, dans l'Éducation ou les raffineries, ne va pas arriver à s'étendre à l'ensemble des secteurs. Le début de la pandémie et le confinement vont empêcher le gouvernement de faire passer la loi via l'article 49.3 dans un contexte où les grèves étaient défaites.

Les deux ans de pandémie ont différé les affrontements centraux. Mais la lutte des classes a continué à s'exprimer face à l'incapacité du pouvoir à apporter des réponses immédiates à la population qui tentait de vivre en

présence du virus. Ceci notamment dans le secteur de la santé et pour les libertés. La gauche radicale n'a pas réussi à articuler ces deux exigences, sanitaire et démocratique. Des tentatives ont cependant eu lieu comme lors de la manifestation du 12 décembre 2020 à Toulouse, appelée par des syndicats de la santé, soutenue par 30 organisations, qui a vu défilé 10 000 manifestantEs malgré le second confinement.

La situation politique et économique s'est fortement dégradée au plan international depuis et à la suite de la pandémie : guerre en Ukraine, tensions en Asie du Sud-Est, course à l'armement, inflation record, divisions politiques des bourgeoisies européennes... le tout dans un contexte historique où le capitalisme peine à faire face aux changements climatiques accélérés par les conséquences d'un mode de production qui place les profits avant toute autre considération. Une chose est sûre, pour nous comme pour nos adversaires, nous allons au-devant d'une période de turbulences extrêmes. Dans cette situation, la bourgeoisie va aller toujours plus loin dans sa politique d'agression des couches populaires. Comment ne pas mettre en miroir les 12 milliards d'économies annuelles réalisées par la réforme des retraites et l'augmentation sans précédent du budget militaire dans des proportions similaires ?

C'est dans ce sens qu'il faut analyser la menace de l'extrême droite qui pèse de plus en plus dans la plupart des pays du globe : son rôle, en désignant des ennemis extérieurs et intérieurs – particulièrement les immigréEs, les LGBTI, les femmes, les militantEs... –, en commençant à affronter physiquement le mouvement ouvrier et les forces démocratiques, est d'être une option pour décupler l'exploitation et la répression. Le danger fasciste devient concret, une option pour la classe dominante, en même temps qu'il prend son autonomie vis-à-vis d'elle, comme on peut le voir avec les rapports de forces qui existent entre l'État et ses forces de police et le développement de partis fascistes en conflit avec d'autres fractions de la bourgeoisie.

Après deux ans de pandémie, alors que Macron a été réélu avec les suffrages de la gauche contre l'extrême droite, la réforme des retraites visant à passer l'âge de départ à 64 ans ne

peut être comprise que dans le cadre d'une radicalisation accrue de la fraction dominante de la bourgeoisie. Il fallait taper vite et fort, dès le début du mandat, sans composer avec aucune organisation syndicale pour essayer d'infliger une défaite majeure aux travailleurs/ses et à leurs organisations, dans l'espoir de dégager des marges de manœuvre pour la suite. Macron et son gouvernement étaient prêts. Ils ont utilisé comme jamais toutes les procédures possibles offertes par la 5^e République pour passer en force, dans un Parlement où ils étaient minoritaires. Puis, une fois la loi adoptée le 20 mars avec le 49.3, ils ont déclenché une répression massive avec une police bien préparée à attaquer des cortèges de masse. En effet, la police s'est déchaînée sur les manifestations spontanées dans les soirs qui ont suivi le 49.3 mais aussi lors de la manifestation du 23 mars où les plus gros cortèges depuis le début du mouvement se sont fait disloquer dans des nuages de lacrymogènes et sous des coups de matraques. Des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées confrontées à la violence de l'État.

Depuis Sarkozy et de façon ininterrompue, la radicalisation de la bourgeoisie se traduit pour celles et ceux qui relèvent la tête par une répression de plus en plus brutale. De Rémi Frayse aux Gilets jaunes, des manifestations contre la réforme des retraites à Sainte-Soline...

TIRER LES BONNES LEÇONS POUR INTERVENIR DANS LES MOBILISATIONS FUTURES

À partir de 2016 – loi El Khomri –, des luttes de masse ont lieu à répétition en France. Elles prennent des formes variées. Adoptent des tactiques différentes. Mobilisent des secteurs parfois différents de notre camp. Toutes échouent mais aucune de ces défaites ne renvoie la prochaine lutte à un temps long. Il n'y a pas eu pour l'instant de défaite historique de notre camp qui marquerait une modification telle du rapport de force entre les classes qu'aucune lutte ne pourrait être envisageable à court terme. C'est une donnée fondamentale de la situation. Sous les coups d'un adversaire





qui se radicalise, des secteurs larges de notre camp entrent et vont continuer à entrer en lutte de façon régulière. Il y a donc une importance cruciale à tirer les bonnes leçons de chaque phase du développement de ces luttes pour pouvoir accumuler une expérience collective qui nous permette, dans les prochains affrontements, de modifier le rapport de force entre les classes en notre faveur.

La séquence de lutte dans laquelle nous nous trouvons est marquée par certaines caractéristiques fondamentales. La structure de la production capitaliste tend à individualiser les prolétaires dans leur rapport au travail : petites unités de production, hétérogénéité des contrats et des rémunérations, cascades de sous-traitance... Ces éléments structurels affaiblissent la position de chaque travailleur/se face à son propre patron et diminuent la fréquence des luttes et des grèves dans l'entreprise. La manifestation de masse est devenue le lieu privilégié par lequel s'exprime l'opposition aux projets du capital comme le décrit très bien Patrick Le Moal lors d'une récente session de formation en ligne¹. La participation à la manifestation est de plus en plus individuelle. Les départs collectifs de l'entreprise sont rares, beaucoup viennent sur leur repos ou déposent des RTT, les AG préparatoires sont vides... Quand la fin du mouvement des Gilets jaunes a rencontré le début de la grève des retraites en 2019, il n'était pas rare de voir arriver en fin de manifestation des groupes de Gilets jaunes qui sortaient du travail. La séparation entre la manifestation et la grève était alors totale.

Les grandes manifestations que nous connaissons expriment donc une contradiction. Par leur massivité, elles affaiblissent le pouvoir politique mais par leur rôle de substitut à la grève et à la pratique collective de la mobilisation elles expriment la faiblesse du rapport de force exercé sur l'outil de production et l'appareil d'État.

À côté de ces manifestations se développent d'autres modes d'action, tous caractérisés par l'extériorité au rapport de force dans l'entreprise : blocage de la circulation, occupation de tiers-lieu, sabotage, émeute urbaine, cortège de tête plus ou moins agressif envers le mouvement syndical... Ces

modes d'action, hérités du mouvement des Gilets jaunes ou influencés par des courants autonomes participent du rapport de force mais restent un substitut, le plus souvent théâtral, aux difficultés à ancrer le mouvement dans les entreprises ou dans les lieux de vie qui concentrent celles et ceux qui travaillent et font tourner la société.

Dans ce contexte, un certain nombre de courants, dont le NPA, se réclament de l'hypothèse stratégique de la grève générale. Nous trouvons dans ce cadre de nombreux alliés dans le mouvement syndical, notamment dans certaines unions départementales, qui défendent que c'est par la grève et la pression qu'elle exerce sur la bourgeoisie dans son ensemble que nous pourrions gagner. Il ne s'agit pas d'agiter le mot d'ordre de grève générale comme le font certains courants mais bien de comprendre que l'ensemble des tactiques que nous pouvons développer doivent être tournées vers la généralisation de la grève. D'autant que la grève générale pose la question du pouvoir car elle construit un affrontement de classe sur le plan national en même temps qu'elle fait sortir des millions de personnes de l'aliénation quotidienne pour poser la question de qui contrôle la société.

Il est illusoire de croire que l'intersyndicale aurait pu appeler à la grève générale. Mais nous avons eu un point d'appui inédit quand l'ensemble des syndicats, plusieurs semaines à l'avance, ont appelé à « bloquer le pays » le 7 mars 2023. À ce moment-là, plutôt que de les dénoncer, il fallait en faire un levier pour tenter de déborder la situation. Les directions syndicales confédérales n'ont rien fait sur le terrain. Mais même à la base, quels que soient les courants politiques, la paralysie a prédominé. Les blocages, trop peu nombreux, ont été réalisés loin des lieux de travail, extrayant ainsi les militantEs de leur milieu alors qu'ils auraient dû privilégier de s'organiser en proximité des entreprises plutôt qu'aux entrées de périphériques. Par ailleurs, il y avait une opportunité de reconduire la grève le 8 mars dans de nombreux endroits si le lien avec le mouvement autonome des femmes avait été réalisé partout. Dans des villes comme Toulouse, la manifestation du 8 mars, unitaire entre l'intersyndicale et l'inter-organisations féministe, a permis de poursuivre le mouvement

deux jours d'affilée à un niveau bien supérieur aux villes équivalentes. Mais globalement, nous avons raté le coche car nous n'avons pas cherché à saisir des opportunités, à prendre des initiatives, à faire bifurquer la situation.

Cet exemple peut illustrer le fait que trop souvent les militantEs convaincuEs de la grève générale ont tendance à croire que la reproductible se joue en permanence, à chaque journée d'action. Que si la prochaine date est trois jours après, il s'agit d'une trahison. À l'inverse, des militantEs estiment que nous avons peu de poids dans le déroulé des choses et qu'il faut se concentrer uniquement sur des aspects idéologiques. Ces visions sont erronées et empêchent de gérer les flux et les reflux rapides qui ont lieu dans une mobilisation. Elles empêchent également de saisir des opportunités et d'appuyer au bon endroit au moment opportun. Le moment du 7 mars a ainsi été globalement un échec pour l'ensemble du mouvement mais aussi pour la gauche radicale, au sens large du terme, qui n'a pas réussi à appuyer sur l'accélérateur au moment opportun. En ce sens, la reconstruction d'un parti stratège, « une sorte de boîte de vitesses et d'aiguilleur de la lutte des classes » comme l'exprime Daniel Bensaïd², est une tâche centrale dans la situation si l'on veut espérer franchir des pas dans l'affrontement avec la bourgeoisie.

AFFRONTER LE PROBLÈME DE LA FAIBLESSE DE L'AUTO-ORGANISATION

Une autre tendance lourde de la situation est le recul des formes d'auto-organisation. Il est illusoire de penser que l'on pourra en finir avec le capitalisme sans que les premierEs concernéEs prennent leurs affaires en main. Cycliquement dans l'histoire des luttes sociales apparaissent des structures d'auto-organisation qui peuvent prendre des noms divers (conseils, comités de grève, cordons ouvriers, comités de milice, soviets...). Il est tout à fait inquiétant que dans le cycle de lutte des classes que nous connaissons, ces formes d'auto-organisation peinent à apparaître. Mouvement après mouvement, les AG sont de plus en plus petites, y compris dans des secteurs où ces pratiques sont historiquement ancrées (SNCF, éducation, services publics...). En 2016, de façon concomitante à la grève contre la loi El Khomri, le mouvement Nuit Debout avait tenté de contourner ce problème en



Manifestation du 1^{er} mai contre la réforme des retraites à Lyon. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

créant des espaces d'auto-organisation sur les places, notamment dans les grandes villes. Mais le pouvoir en a tiré toutes les leçons et, en 2023, tout rassemblement non déclaré est immédiatement dispersé par la police, empêchant la mise en place d'expériences similaires. Face à cela, certains courants s'impatientent et prennent le problème à l'envers. Il n'est pas rare de voir, notamment dans l'Éducation nationale ou parfois à la SNCF en région parisienne, la mise en place d'AG départementales ou intersites qui réunissent moins de 1 à 5 % du milieu et qui prétendent diriger le mouvement contre l'intersyndicale. Il ne s'agit pas dans ce cas-là d'auto-organisation. Les courants qui impulsent ces cadres ne perçoivent l'auto-organisation que comme la construction d'une direction alternative aux courants réformistes. Ils ne comprennent pas que l'auto-organisation germe des nécessités de la mobilisation : faire des tournées de service à une échelle plus large que ce que peuvent faire seuls les délégués syndicaux, mettre en place une garde collective des enfants pour participer à la manifestation, se coordonner avec les entreprises de la zone économique, organiser l'auto-défense vis-à-vis de la répression ou de l'extrême droite... Pour résoudre le problème de l'auto-organisation, c'est à dire la structuration d'un milieu à la base, en symbiose avec

les organisations syndicales de l'entreprise ou du service et pas contre elles, il faudra arriver à prendre le problème par le biais des nécessités du mouvement et pas uniquement par celui de la contestation d'une intersyndicale... qui n'est pas massivement contestée. Il en va de même pour les AG interpro qui sont trop souvent le regroupement de militantEs isolés plutôt que la coordination de collectifs grévistes à l'échelle d'un territoire. Par leur sectarisme et leur tendance à découper le mouvement, à extraire les militantEs les plus radicaux du contact avec la masse de leurs collègues, ces cadres en viennent à jouer un rôle contre-productif. À l'inverse, la redynamisation de certaines unions locales CGT, qui coordonnent des équipes syndicales à l'échelle d'un territoire, décident d'actions de soutien mutuels pour l'extension de la grève et redeviennent des espaces d'échanges et d'élaboration pour des travailleurs/ses plus ou moins isolés sont des expériences encourageantes.

ET LA JEUNESSE DANS TOUT ÇA ? DIFFICULTÉS ET POTENTIALITÉS...

Alors que le mouvement de la jeunesse scolarisée avait joué un rôle important de 95 à 2007, force est de constater que la mobilisation dans les facs et les lycées rencontre des difficultés

considérables. Les réformes de structure du lycée et de l'université pèsent lourdement sur la capacité de la jeunesse à se mobiliser : individualisation des parcours et fin de la structure en classes ou promotions, sélection accrue, obligation de présence, contrôle continu, précarité étudiante... font que les obstacles à des mobilisations de masse dans la jeunesse se multiplient. Ces évolutions ont entraîné depuis une décennie la disparition progressive des syndicats étudiants sur une majorité de campus, laissant la place aux corpos. Bien souvent, les noyaux militants sur une université se réduisent à quelques individus qui peinent à trouver la capacité à mobiliser leurs camarades. Dans quelques campus gardant une tradition militante d'extrême gauche, les courants dominants sont très sectaires et ne comprennent pas les dynamiques d'un mouvement de masse étudiant. En sur-politisant trop vite les premiers embryons d'assemblée générale, en survalorisant la question de la répression et en prétendant combattre les directions syndicales, ces courants découpent une minorité radicalisée de la masse de la jeunesse qui leur tourne le dos.





Face à ces difficultés et sous la pression de certains courants, les lycéenNEs et les étudiantEs les plus conscientEs ont recours de façon minoritaire au blocage de leur établissement. Ces actions ont lieu sans travail préparatoire et bien souvent sans assemblées générales de masse. S'ensuivent des fermetures administratives qui vident les campus et empêchent les militantEs de se lier aux jeunes qui ne sont pas encore mobilisésEs.

Dans plusieurs villes les lieux d'études les plus mobilisés ont été les grandes écoles (IEP, EHESS, Beaux-arts, INSA...). Ces établissements concentrent une jeunesse moins soumise à la pression de la sélection (qui a déjà eu lieu), au travail en parallèle des études et à la destruction des collectifs.

Malgré ces difficultés, le 23 mars, la jeunesse a envahi les manifestations. Plus que les retraites, c'est la question démocratique, suite au 49.3, qui a déclenché une vague d'engagement. Nous avons pu revoir des départs collectifs de lycées, des cortèges étudiants et lycéens très fournis. Mais ils étaient peu ou pas structurés par des organisations de jeunesse, avec peu de banderoles et ont été directement confrontés à la répression. Néanmoins, la preuve est faite qu'un mouvement de masse de la jeunesse peut renaître. La reconstruction d'organisations à vocation de masse, qui priorisent la mobilisation unitaire avant la délimitation identitaire, est à l'ordre du jour.

CONSTRUIRE UN FRONT SOCIAL ET POLITIQUE POUR CONTESTER LA DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ À LA BOURGEOISIE

C'est une des caractéristiques de la mobilisation que nous venons de vivre, l'intersyndicale a réuni l'ensemble des syndicats pendant trois mois sur le mot d'ordre de retrait. Personne ne peut contester que cette unité par en haut a été un facteur déterminant pour la mobilisation de millions de personnes. Après deux ans de Covid, la réélection de Macron et l'entrée massive de l'extrême droite au Parlement, il était dur d'imaginer une telle réaction dans la rue en si peu de temps. L'unité syndicale a fait écho à l'unité politique avec des dizaines de meetings de la NUPES élargie, au NPA notamment. Il était juste de participer

à cette unité par en haut même si elle ne résout pas tout. Comme le disait un certain Trotsky, « *le prolétariat accède à la prise de conscience révolutionnaire non par une démarche scolaire, mais à travers la lutte de classe, qui ne souffre pas d'interruptions. Pour lutter, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela est vrai aussi bien pour les conflits économiques partiels, dans les murs d'une entreprise, que pour les combats politiques "nationaux", tels que la lutte contre le fascisme*³. »

Mais unifier notre camp dans un combat global contre le système capitaliste ne se résume pas à l'unité de ses organisations sur un mot d'ordre restreint, aussi juste soit-il. Actuellement, une majorité de notre camp social est préoccupée par l'inflation et les salaires. La jeunesse et des millions de travailleurs/ses ont intégré la contradiction entre le capitalisme et l'écologie. Les revendications féministes, antiracistes ne peuvent être laissées au second plan. L'aspiration démocratique ou la défense des services publics deviennent des questions cruciales. Bref, unifier notre camp passe également par la prise en compte des multiples niveaux d'exploitation et d'oppression. Comme l'explique Léon Crémieux⁴, le fait que l'intersyndicale s'en tienne à la seule revendication de retrait de la réforme des retraites est devenu un obstacle dans l'unification de notre classe dans le combat « contre Macron et son monde », en réalité contre la bourgeoisie et le système capitaliste.

Il fallait donc essayer de « féconder le front unique » d'un programme global, d'un programme d'urgence contre les ravages de ce système. Pour cela, il était juste de tenter de constituer un front social et politique qui regroupe à la fois les organisations syndicales, politiques et associatives, toutes celles et ceux qui participent du combat contre le gouvernement et ceci de la base au sommet. L'exemple récent le plus abouti est certainement celui du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon⁵) lors de la grève générale en Guadeloupe début 2009. Partis, syndicats et associations s'étaient regroupés autour d'une plateforme de revendications, d'un programme d'urgence, qui a servi de colonne vertébrale à une grève générale qui a paralysé l'île durant 44 jours. En 2023, cette tentative de constituer un front politique et social, qui pose un ensemble de mesures de rupture avec

la gestion pro-capitaliste du système, a rencontré de nombreux obstacles. Tout d'abord, la concurrence entre La France insoumise et l'intersyndicale entre octobre et janvier a contribué à ce que chacun reste dans son couloir : pour les uns les journées de grève espacées, pour les autres le travail au parlement. Pourtant, il aurait été possible d'aller plus loin. Dans certaines villes, des meetings unitaires partis-syndicats ont eu lieu avec la NUPES, le NPA, la CGT, la FSU et Solidaires. Dans l'un de ces meetings, Olivier Besancenot a été acclamé par une salle comble lorsqu'il a en même temps défendu l'unité la plus large pour agir contre Macron tout en tirant les bilans désastreux de la gauche plurielle de Jospin comme des années Hollande.

Ces meetings allaient dans le bon sens mais ils ont été combattus par la direction Martinez de la CGT contre la politique de certaines unions départementales. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui a rendu possible la mise en minorité de Martinez au moment du congrès confédéral qui, avec le collectif « Plus jamais ça », incarnait, à tort ou à raison, une orientation de séparation stricte entre le mouvement social et le champ politique alors qu'une partie du mouvement ouvrier comprenait l'enjeu de passer de la contestation de la réforme à une remise en cause plus globale du système capitaliste.

Le NPA a eu raison de proposer une politique qui fasse tomber les barrières entre politique et social. Pour remettre en cause le système capitaliste et face à la radicalisation de la bourgeoisie deux tâches sont indissociables : unifier notre camp, de la base au sommet pour faire entrer dans l'action et le combat des millions de prolétaires et dans le même temps, construire un programme pour un gouvernement des travailleurs/ses, un programme de rupture avec le capitalisme et ses institutions antidémocratiques, vouées à la défense de ses intérêts. □

1) <https://nouveau-partianticapitaliste.org/videos/la-greve-generale-formation-avec-patrick-le-moal>

2) « Les sauts, les sauts, les sauts », Daniel Bensaid, 2002.

3) 1932, « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne ».

4) « Faire du mouvement une force politique », Revue L'Anticapitaliste n°145 (avril 2023)

5) « Collectif contre l'exploitation outrancière » en français.

Pour une démocratie insurrectionnelle

PAR HÉLÈNE MARRA

L'utilisation du 49.3 de la part du gouvernement de Macron dans le contexte de la mobilisation contre la réforme des retraites a provoqué une vague d'indignation permettant d'élargir la base sociale mobilisée et de mettre en mouvement la jeunesse. L'argument de légitimité du gouvernement selon lequel la loi aurait suivi le « cheminement démocratique » apparaît extrêmement faible et impopulaire. Des expressions telles que « déni de démocratie » et « crise de régime » semblent s'être installées durablement dans les consciences et dans le débat public. Cette séquence de mobilisation peut donc accélérer le lent processus de délitement du système représentatif bourgeois dont la critique a constitué le socle des revendications portées par les mouvements sociaux au cours des dernières décennies.

Du mouvement altermondialiste au début des années 2000 au mouvement des Gilets jaunes, la critique de la représentation et la pratique de formes de démocratie radicale ont constitué des préoccupations centrales pour les militantEs. La vie dans les ronds-points a stimulé une articulation originale des répertoires d'occupation, de blocage de la circulation et de mise en visibilité médiatique avec de nouvelles formes de politisation et de débat démocratique. Le recours intensif à l'assemblée et la mise en place d'une « Assemblée des assemblées » (ADA) de la part de l'aile gauche du mouvement a permis la coordination de centaines de groupes de Gilets jaunes, selon une logique de démocratie directe¹.

VERS UNE CRISE DE RÉGIME ?

Dans le cadre de l'actuelle mobilisation contre la réforme des retraites, la fracture entre les gouvernantEs et les gouvernéEs s'accroît. Alors que le pouvoir se renferme sur lui-même en radicalisant sa fonction autoritaire et répressive, la démocratie reprend sa vigueur à travers l'organisation de la grève, la construction d'un contre-espace public et la coordination de l'action collective.

Il devient alors clair que l'État bourgeois, en tant qu'organisme propre à un groupe, est destiné à créer les conditions favorables à la plus grande expansion de ce même groupe. Dans des contextes de forte mobilisation, la fiction de l'universalité tombe et le caractère conservateur et reproducteur des institutions libérales est dévoilé. C'est dans ces moments que la prise de conscience autour du partage d'intérêts communs assume une dimension politique.

Tout en ayant permis à la démocratie de s'élargir, notamment à travers le suffrage universel, le modèle représentatif n'a pas contribué à l'amplifier c'est-à-dire à réduire la distance entre les gouvernantEs et les gouvernéEs. Loin de l'idée d'une fusion entre les institutions et la société civile, « le gouvernement représentatif a été institué avec la claire conscience que les représentants élus seraient et devraient être des citoyens distingués, socialement distincts de ceux qui les élisent² ». Les défenseurs du système représentatif sont en effet radicalement opposés à l'idée de céder au peuple le pouvoir décisionnel.

De nombreuses expérimentations récentes, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des institutions, comme les ZAD ou le

dispositif de la convention citoyenne sur le climat, démontrent pourtant une volonté forte de la part des groupes sociaux subalternes d'accéder aux activités de fabrication de la loi et de prise de décisions. Les revendications autour du RIC, de la dé-professionnalisation de la politique et de la révocation des mandats confirment cette même aspiration démocratique. La réponse institutionnelle en matière de démocratie participative et délibérative reste toutefois insuffisante précisément car elle est traversée par une tension entre la nécessité de répondre à la crise démocratique par une offre de participation, bien que toujours encadrée et domestiquée, et l'impossibilité de transformer et démocratiser en profondeur le système représentatif. Ce changement serait en effet incompatible avec la société de classe fondée sur la division sociale, genrée et raciale du travail.

À la crise économique et sociale s'est superposée « une crise de gouvernabilité », comme le dirait Michel Foucault, due à la fois aux mouvements





de résistance au capitalisme néolibéral et au « blocage du dispositif général de gouvernamentalité³ ».

PENSÉES FÉMINISTES ET DÉMOCRATIE

Le concept d'« espace public » est central pour pouvoir développer une théorie critique de la société capitaliste tardive et penser une forme de démocratie réelle. Selon la théorie d'Habermas, il s'agit d'une sphère de discussion et de débat, séparée des deux systèmes – l'État et le marché – où des personnes privées faisant un usage public de leur raison discutent de choses d'intérêt général⁴. Le résultat de ce débat est censé constituer l'« opinion publique », dans le sens d'un consensus rationnel portant sur une notion partagée de bien commun. Selon ce modèle normatif, la discussion se devait d'être ouverte et accessible à tous, les intérêts exclusivement privés n'étaient pas admis, les inégalités de statut social devaient être mises en suspens et les participants devaient débattre d'égal à égal.

En s'appuyant sur différents travaux féministes, Nancy Fraser propose une critique intéressante de l'idéal de l'« espace public bourgeois⁵ ». Cette littérature souligne le fait qu'il repose sur des exclusions significatives, comme celle des femmes notamment, et qu'il est donc façonné par l'habitus de l'homme « occidental » trop souvent érigé en modèle universel. Joan Landes nous explique que l'ethos du nouvel espace public républicain en France fut construit autour d'un type austère de discours et de comportement publics, jugé « rationnel », « vertueux » et « viril⁶ ».

Le terme « public » est d'ailleurs étymologiquement lié à *pubic/pubes* et est considéré, depuis l'Antiquité, comme inhérent à la sphère de la masculinité. Geoff Eley affirme que les opérations d'exclusion en fonction du genre étaient liées à d'autres types d'exclusions de classe. La sphère publique bourgeoise a donc également pu constituer un lieu d'entraînement de la nouvelle élite émergente, dont les *habitus* lui permettait tout à la fois de se distinguer des anciennes élites aristocratiques qu'elle voulait supplanter, et des couches populaires et plébéiennes qu'elle aspirait à dominer⁷. Quant à elle, Mary Ryan met en évidence comment les femmes nord-américaines du XIX^e, issues de classes et de groupes ethniques divers, ont su constituer un réseau d'associations bénévoles non mixtes où les débats leur permettaient de politiser les questions liées à la sphère intime et domestique et se frayer un chemin malgré leur exclusion de l'espace public officiel. Elizabeth Brooks-Higginbotham a mis en évidence l'existence de l'église noire comme espace public alternatif animé par les Noirs aux États-Unis entre 1880 et 1920. IssuEs de la classe ouvrière, de la paysannerie, des travailleurs et travailleuses migrantEs ou des femmes, ces publics subalternes ont souvent été invisibilisés dans l'historiographie de l'espace public.

La constitution de la démocratie libérale bourgeoise porte donc les marques de ces exclusions qui sont directement liées aux conflits de classe et aux hiérarchies sociales et de genre. Au fondement de notre régime démocratique, l'idée de « sphère publique bourgeoise », à laquelle Habermas attribue des qualités émancipatrices,

s'est donc construite sur la base d'intérêts de classe particuliers. Son éthique et ses formes de discussion et de délibération ne sont donc pas universels mais constituent des constructions historiques liées à la dynamique de la lutte des classes. Dès lors, l'idée d'une seule sphère publique devient problématique. Le travail de Nancy Fraser nous invite alors à concevoir l'espace public comme un espace conflictuel où l'accès à la prise de parole, à la visibilité et à la délibération est considéré comme un enjeu de lutte.

QUAND LE CONSENTEMENT FAIT DÉFAUT IL NE RESTE QUE LA VIOLENCE

La V^e République française ne fait pas exception. Elle a été conçue à l'image d'un homme, le général de Gaulle, jugé à même de maintenir l'ordre social et colonial. Il avait la tâche de préserver l'Algérie française en réprimant la contestation et de rétablir une figure autoritaire à la tête de l'État français. Il s'agit donc d'une sorte de double coup d'État bien que légitimé par le vote.

La début de la V^e République est donc riche en enseignements car il pointe le fait qu'il ne suffit pas d'invoquer la souveraineté populaire pour établir une forme de gouvernement démocratique (celle-ci est d'ailleurs invoquée également par les courants nationalistes et xénophobes) l'enjeu, comme le souligne Samuel Hayat, est de trouver les moyens d'exercer et d'appliquer concrètement la volonté du peuple⁸. Cela renvoie donc non seulement au moment institutionnel mais à l'ensemble des processus de construction et diffusion des savoirs, de débat et de délibération ainsi qu'au contrôle réel que les citoyenEs peuvent exercer sur la loi. En ce sens, le système représentatif est conçu précisément pour freiner ces processus de prise en main directe des affaires publiques de la part des ceux et celles d'en bas. Il se fonde en effet sur l'idée de déléguer un pouvoir et donc de renoncer à l'exercer. Avec l'assentiment du peuple, la démocratie bourgeoise garantit une forme stable de dictature de la bourgeoisie où il est possible de trancher pacifiquement entre différentes orientations au sein de la classe dominante et d'asseoir son hégémonie. Ce système oligarchique, où le citoyen est contraint de devenir spectateur et arbitre dans la compétition entre des franges des élites qui accèdent au pouvoir, s'est imposé comme le modèle politique dominant en écartant d'autres. La démocratie n'est en ce sens pas réductible à des formules de gouvernement et à



Casserolade et comité d'accueil du ministre de l'Éducation Pap Ndiaye à la Gare de Lyon. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

des lois mais son existence dépend de la possibilité de remettre en cause l'État, les rapports sociaux de pouvoir et l'exploitation économique.

Dans la confrontation actuelle entre le mouvement social et le gouvernement de Macron, ce dernier affirme ne pas être compris par la population. En tant qu' élu, il se considère légitime à décider contre les autres et à la place des autres et cela même si, dans le débat public, ses arguments ont été systématiquement démentis, déconstruits et récusés. Un contre-public critique s'est donc bel et bien formé, il s'est renseigné sur la réforme, il a acquis une expertise et une visibilité dans l'espace public officiel mais ses instances et ses aspirations ont pu être ignorées.

Cela ne se produit pas sans conséquences. Le système représentatif bourgeois repose en effet sur au moins deux piliers : la légitimation par les urnes et la gestion de l'opinion publique. Macron actuellement ne dispose complètement ni de l'une ni de l'autre. Il a une majorité relative à l'Assemblée et il a été élu par défaut par 20 % des électeurs/trices pour éviter un mal considéré supérieur. Il n'a en outre plus la crédibilité ni les moyens de contrôler le débat public et médiatique. Il ne bénéficie pas du lien direct avec les masses sur lequel s'appuyait le pouvoir référendaire de De Gaulle en 1958. Il n'a pas non plus été choisi sur la base de son programme politique qui n'a pas pu être présenté et discuté lors de la campagne. La crise démocratique, liée à la crise du capitalisme, contribue à radicaliser le pouvoir néolibéral.

Toutefois, les conséquences désastreuses qu'entraînent la propriété privée des moyens de production et l'accaparement et la destruction des ressources naturelles et des biens communs de la part des capitalistes sont de plus en plus visibles aux yeux du plus grand nombre. À la base d'une crise climatique sans précédent, les activités anthropiques liées au mode de production industriel capitaliste mettent désormais en péril la préservation de l'espèce humaine. En panne de légitimité et n'arrivant plus à gouverner par le consentement, le gouvernement est contraint de recourir à la violence institutionnelle et à l'autoritarisme pour préserver l'ordre social et les privilèges. Le monopole de la violence constitue le troisième pilier sur lequel pose le modèle de la démocratie libérale. Contrairement à ce qui a été affirmé ici et là, selon Max Weber, le monopole étatique de la violence n'est

pas a priori légitime mais il peut s'exercer seulement à condition d'être considéré comme étant « légitime » c'est-à-dire en accord avec la loi et répondant à un principe reconnu d'intérêt général.

QUELLES NOUVEAUX MOYENS FACE À L'AUTORITARISME ET À LA VIOLENCE D'ÉTAT ?

La bataille contre la réforme des retraites a montré que gagner l'opinion, réussir à pénétrer dans l'espace public officiel pour imposer sa vision du monde est une condition nécessaire mais pas suffisante pour faire infléchir le pouvoir. Minoritaire et isolé, celui-ci peut encore imposer sa volonté au plus grand nombre en s'appuyant sur les institutions de la V^e République et la répression policière. Cette dernière nous semble toutefois de moins en moins aller de soi. Depuis la médiatisation des meurtres de la police et l'action efficace des collectifs de défense des victimes, la thématique des violences policières s'est imposée dans l'espace public. L'intervention policière contre les mouvements sociaux ainsi que les actes de persécution judiciaire contre les syndicalistes et les manifestantEs sont de plus en plus dénoncés et critiqués au point de mettre à mal la légitimité de la violence étatique vis-à-vis de sa population et des opposantEs.

Le cas de Sainte-Soline est en ce sens exemplaire. Les témoignages, les images des grenades jetées sur les cortèges pacifiques, les enregistrements qui illustrent la façon dont la gendarmerie a empêché les secours avec le concours du préfet : l'ensemble de ces discours ont circulé dans les médias officiels et les réseaux sociaux permettant à la vérité d'émerger.

Reconfiguré par le numérique, l'espace public contemporain est de plus en plus complexe, fracturé, marchandisé. Si le modèle normatif habermassien d'un espace public ouvert, permettant l'intercompréhension, la réflexion critique et le débat éclairé, semble être très éloigné de la réalité, les nouvelles possibilités d'auto-publication et de partage de l'information en ligne permettent à de nouveaux acteurs, en quête de reconnaissance, de bousculer les registres de la visibilité médiatique et d'imposer de nouveaux problèmes sociaux et de nouvelles revendications. Le cas des violences policières illustre bien ces changements : la perception du public autour du maintien de l'ordre et du recours à la violence de

la part des forces de police a évolué. Les gens sont de plus en plus conscients des abus de la violence institutionnelle et de sa fonction répressive et conservatrice. Les tentatives de criminalisation des mouvements sociaux ou de certaines de leurs franges sont de moins en moins efficaces au vu de la radicalisation du pouvoir étatique et de sa dimension autoritaire. Les informations produites par les acteurs militants, les associations, les journalistes indépendantEs et les familles des victimes ont largement contribué à documenter cette violence (par des chiffres, des images, des contre-expertises, des témoignages...) et à en questionner la légitimité.

En même temps, le niveau d'acceptation du recours à l'action directe, à des formes de désobéissance, à la participation aux manifestations « interdites », à la destruction du mobilier urbain ou aux affrontements avec la police est aussi en train d'évoluer. La difficulté à défendre ses intérêts à travers les moyens pacifiques et plus traditionnels comme la grève (dont l'organisation et la généralisation ont été compliquées) alimente le débat tactique et stratégique et encourage la recherche de nouveaux débouchés. Les mobilisations écologistes radicales visant à dénoncer les actions climaticides vont très probablement se multiplier avec des occupations et des actes de désobéissance qui pourront se dérouler à la fois dans les villes, dans le cadre des gros projets polluants et inutiles et en pleine nature. Selon Andreas Malm, la manifestation de Sainte-Soline constitue une lutte d'un nouveau genre car elle concerne « *la stratégie d'adaptation au changement climatique*⁹ ». Ces luttes sont en outre profondément anticapitalistes puisqu'elles s'opposent aux tentatives d'appropriation et de monopolisation des ressources rares comme l'eau et des biens communs universels par des entreprises privées.

ALLIER ANTICAPITALISME ET DÉMOCRATIE

Le mouvement social contre la réforme des retraites a été capable d'élargir ses enjeux des questions économiques aux questions concernant la démocratie et les libertés publiques. Il exprime désormais un refus en bloc de la politique





néolibérale de Macron et du modèle de société qui en découle. Nous vivons une crise de régime dans le cadre de laquelle s'exprime un refus collectif très fort d'être gouvernés comme avant, ce qui constitue une base importante pour développer de nouveaux imaginaires de la démocratie et de la société.

Si l'absence de démocratie est avant tout reconductible à la division sociale du travail dans le contexte du capitalisme tardif, je crois que ce serait une grave erreur de ne pas prendre au sérieux les aspirations démocratiques qui s'expriment depuis plusieurs décennies dans les mouvements sociaux à une échelle internationale. Autrement dit, on ne peut pas construire une stratégie révolutionnaire sans poser la question autour de la forme démocratique que prendra la nouvelle société, sans accroître d'ores et déjà la capacité d'auto-organisation des sphères subalternes, leur capacité à délibérer, à s'exprimer publiquement et à coordonner des actions d'une manière horizontale. Nous ne pouvons pas le faire sans construire des organisations politiques, associatives et syndicales qui permettent de transformer voire annuler les rapports entre dirigeantEs et dirigéEs. La situation actuelle est plutôt contradictoire : alors qu'il existe une forte aspiration démocratique qui se traduit aussi par une appréhension critique vis-à-vis de la bureaucratie et des structures verticales, de nombreuses organisations, y compris dans notre camp social, n'arrivent pas à dépasser les logiques dirigistes. Les décisions descendantes et l'absence de pouvoir de la part des militantEs dans les partis tels que La France insoumise montrent bien cette tension entre le besoin de mobiliser et d'impliquer les bases et les freins structurels à la participation des militantEs au projet stratégique et organisationnel. Le mouvement sur les retraites a également révélé les faiblesses de l'auto-organisation n'ayant pas permis d'intensifier et de généraliser les actions de grève au-delà du calendrier proposé par l'intersyndicale. Dans un certain nombre de mouvements, l'action semble primer sur la discussion et les choix démocratiques. Ainsi, en même temps que nous envisageons une stratégie pour nous approprier l'outil de production et les fruits de notre travail nous devrions également repenser l'espace public et formuler une critique radicale de l'État

et de la démocratie représentative. Les deux choses sont intimement liées car la « *subordination économique interdite toute participation à la production culturelle, dont les normes sont elles-mêmes institutionnalisées par l'État et par le monde économique* ». Dans sa théorie de la démocratie, Nancy Fraser défend la formation de « *sphères publiques subalternes* » dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent et diffusent des contre-discours, ce qui leur permet de fournir leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs besoins¹⁰.

LA DÉMOCRATIE CONTRE L'ÉTAT

La critique de la société capitaliste doit donc pouvoir articuler la critique du travail aliéné, du productivisme et des oppressions avec la critique des institutions bourgeoises impliquant un verrouillage de la participation politique des groupes sociaux subalternes. La question de la démocratie acquiert une importance cruciale dans le contexte de la crise écologique. Certaines approches se focalisent sur la notion de « besoin » et, par là, sur la distinction entre besoins « *authentiques* » et besoins « *artificiels*¹¹ ». Au-delà des dimensions biologiques, l'être humain a développé des besoins complexes qui renvoient aux sphères affectives, culturelles et communicationnelles. Ces besoins, et leur caractère indispensable, constituent désormais de nouveaux enjeux de lutte, la crise climatique imposant de réduire les objets produits, consommés et jetés ainsi que les méthodes d'extraction, de production énergétique et d'exploitation des sols. Une société écosocialiste est donc également une société qui se donne les moyens pour pouvoir débattre démocratiquement et prendre des décisions autour de l'identification des besoins authentiques et des façons de les satisfaire en prenant en compte les limites écologiques. Respirer un air non pollué, accéder à l'eau potable, se chauffer, se nourrir, s'informer, s'éduquer, être socialement reconnu, participer à la vie de la cité : ces besoins qualitatifs doivent pouvoir augmenter tout en étant définis par « *des règles de consommation que la société se sera démocratiquement données*¹² ».

La pratique de la démocratie demande un véritable processus d'apprentissage à travers une structure organisationnelle garante de l'égalité et un engagement fort de chacunE de ses membres dans le

travail collectif. Le fait de se soucier du fonctionnement démocratique de nos organisations et de nos instances permet d'envisager en creux le modèle d'une démocratie réelle que nous pensons être consubstantielle au projet communiste. Une fois que nous nous serons débarrassés de la domination du capital, il faudra que nous soyons prêts à remplacer l'État bourgeois par une autre instance collective, un « *gouvernement du peuple par le peuple* » dont les contours et le fonctionnement correspondront au résultat des processus délibératifs que nous aurons à mettre en place. La révolution doit alors être envisagée à la fois comme un événement qui rompt avec l'ordre des choses existant et comme un processus qui oriente l'action politique à chaque instant sans infléchir l'intensité et l'ampleur de la transformation sociale vers laquelle on tend. La démocratie correspondrait en ce sens à l'agir politique même, à travers lequel le prolétariat envisage tout à la fois son auto-construction et son auto-détermination ainsi que la fin de la domination économique et politique. L'idée de la réalisation d'une « *vraie démocratie* » est cruciale et n'a rien de mécanique. À l'instar de Marx et de ses réflexions sur la Commune de Paris, elle doit être pensée comme une forme politique où le désir de liberté et d'égalité se construit en opposition à l'État bourgeois dans un mouvement d'insurrection permanente. □

1) Ravelli, Q., et al. (2020), « Le Gilet et le Marteau. L'Assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points ». *Mouvements*, 101, 13-24. <https://doi.org/10.3917/mouv.101.0013>.

2) Manin, B., (2012) *Principes du gouvernement représentatif [1995]* Paris, Flammarion, « *Champs Essais* », p.125.

3) Foucault, M., (2004), *Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France (1978-1979)*, Gallimard, Seuil, Paris, p. 51-71.

4) Habermas, J., (1993), *L'Espace public [1962]*, Payot, Paris.

5) Fraser, N., (2003), « *Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante* ». Dans : Emmanuel Renault éd., *Où en est la théorie critique* (pp. 103-134). Paris, La Découverte. <https://doi-org.ressources-electroniques.univ-lille.fr/10.3917/dec.renau.2003.01.0103>

6) Landes, J., (1988), *Women and the Public Sphere in the Age of the French Revolution*, Cornell University Press, Ithaca.

7) Bourdieu, P., (1979), *La Distinction*, Minuit, Paris.

8) Hayat, S., (2020), *Démocratie*, Paris, Anamosa, coll. « *Le mot est faible* ».

9) <https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/270323/andreas-malm-sainte-soline-est-une-lutte-avant-gardiste>.

10) Fraser (2003), op. cit.

11) Keucheyan R. (2019), *Les besoins artificiels*, La Découverte.

12) Op. cit. p. 52.

Des forums anticapitalistes pour débattre, dépasser et construire

PAR MANU BICHINDARITZ

S'il fallait encore s'en convaincre, le mouvement social contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite est l'occasion de montrer que, victoire sociale ou pas, la question politique reste posée : quelle alternative au projet ultra-libéral et autoritaire de Macron ? En commençant par s'interroger sur comment dénouer ici et maintenant le problème de l'organisation de notre camp social : quelle force, pour quoi faire et comment ?

« **U**n cadre collectif d'élaboration et d'action qui rassemble celles et ceux qui ont librement décidé de s'associer pour défendre un projet commun de société [...] Ce parti porte l'espoir d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions ». C'est par ces mots qu'en 2009, le NPA traçait l'objectif de prendre parti dans ses *Principes fondateurs*¹ qui, si la situation a bien entendu évolué, gardent une grande pertinence. Car reprendre le fil de la construction d'une organisation pour les exploités et les opprimés passe d'abord par un rapide retour critique sur les expériences récentes, à commencer par la nôtre.

RETOUR VERS LE FUTUR

La perspective de construire un « nouveau parti anticapitaliste » avait été lancée au lendemain d'une séquence présidentielle marquée par la réussite de la campagne de LCR et de son candidat Olivier Besancenot, sur le champ de ruine d'un espoir unitaire avorté au lendemain de la victoire du « Non » au Traité constitutionnel européen. Cette expérience unique cherchait à construire un petit parti à vocation de masse dépassant le périmètre traditionnel d'implantation et d'influence de l'extrême gauche, réunissant le monde du travail – salariéEs, précaires,

privés d'emploi –, habitantEs des quartiers populaires, activistes contre les oppressions, militantEs venus des gauches révolutionnaires ou « radicales », dans la perspective d'une rupture avec le capitalisme, par la transformation révolutionnaire de la société. Le recul du temps nous amène à confirmer la visée. Aucune des grandes coordonnées de la situation n'a changé, ni du point de vue des crises du système ni du point de vue de l'organisation de notre classe, nous y reviendrons.

La suite de l'histoire est connue : de près de 10 000 membres en 2009, le NPA avait perdu quelques années plus tard 75 % de ses effectifs. Une hémorragie, marque d'un échec, dont l'explication n'est pas unique, combinant des éléments endogènes et de vraies difficultés internes, des erreurs de construction. En 2008, la situation du capitalisme mondialisé marquée par la grande crise financière des subprimes apportait de l'eau au moulin de celles et ceux qui critiquaient un mode de production, un modèle économique, à bout de souffle et la nécessité d'en sortir. D'autant plus que, sur la même période, montait en puissance la prise de conscience écologique, en particulier l'ampleur de la crise climatique et ses conséquences. Comme un terrible résumé, la remise du prix Nobel de la Paix au GIEC en 2007 était l'illustration

que le capitalisme faisait peser une menace sur la planète comme sur ses habitantEs. Mais ces prises de conscience réelles se sont faites sur la base d'un rapport de forces dégradé, dont nous ne sommes pas sortis, plus marqué par la colère et les interrogations sur les moyens de changer la donne que par l'impulsion à s'organiser pour le faire. Logiquement, ce sont les forces qui semblent avoir une réponse immédiate en termes de pouvoir et de moyens d'action qui, les premières, ont su capter cette volonté de transformation. Hier c'était l'émergence du Front de gauche sur le même « espace politique » que le nôtre, mais à une échelle et avec une implantation plus importante que celle du NPA, et avec une orientation électorale puissante... qui accompagnait l'impuissance à renverser la vapeur par les mobilisations. La rupture de Mélenchon avec le social-libéralisme porté par le PS au pouvoir à partir de 2012 a joué à plein dans la polarisation d'un milieu radicalisé, pourtant aussi disponible aux idées anticapitalistes et révolutionnaires. Aujourd'hui, de façon certes plus ambiguë, la NUPES profite peu ou prou de la même dynamique, même s'il ne





faut pas sous-estimer le déplacement vers une gauche critique du centre de gravité de cette gauche incarnée par La France insoumise.

Mais si LFI en particulier a pour partie aujourd'hui les cartes en main, elle n'a pas les moyens de résoudre la question de l'organisation. D'abord parce que LFI ne peut sortir de sa condition de « mouvement gazeux » issu de son héritage « populiste de gauche » qu'au prix de mutations organisationnelles profondes et de l'établissement d'une démocratie interne mettant sensiblement en péril son existence même. Il est notable de voir que la direction actuelle de LFI accepte l'appartenance à d'autres partis (comme c'est le cas avec le Parti de Gauche, le Parti ouvrier indépendant ou la récente Gauche écosocialiste), mais s'oppose farouchement à la constitution de courants internes à LFI, signe pourtant d'une démocratie vivante. Plus substantiellement, à cette étape, la mise en œuvre de son programme *l'Avenir en commun*, qui comporte pourtant des mesures de rupture nécessitant de grands affrontements avec les classes dirigeantes, n'est pensé qu'au prisme du cadre institutionnel actuel, ce qui nécessite de remporter les prochaines batailles électorales. LFI est donc condamnée à s'entourer des habituels partenaires de ce qui était il n'y a pas si longtemps la gauche de gouvernement... Et les débats actuels autour des prochaines élections européennes illustrent bien la nécessité d'assumer que, pour combattre l'austérité et les frontières et défendre une construction démocratique au service des peuples, l'unité ne peut se faire qu'autour de la rupture avec la construction européenne actuelle et ses traités, contre l'Europe forteresse des marchés et des banques. Un choix pour le moins contesté par une série de forces au sein de la Nupes...

ÉCHANGER, VÉRIFIER

Le problème reste entier. Refonder un parti anticapitaliste à vocation de masse, influençant largement, articulant une stratégie de transformation révolutionnaire du système, portant une pratique unitaire, traçant la perspective de construction d'une société émancipatrice, reste plus que jamais nécessaire et urgent face aux crises économique, écologique, sociale,

démocratique. Cela d'autant plus que de ces crises peut sortir le pire des dangers venu de l'extrême droite.

Avec lucidité, nous ne pensons pas que le NPA soit aujourd'hui un outil suffisant, en particulier au vu des enjeux des luttes à mener et de la question de l'alternative qu'il reste à construire. Après des séquences d'affrontements intenses dans la lutte des classes ces dernières années (Gilets jaunes, luttes contre les réformes des retraites en 2019 et aujourd'hui), nous voyons bien que le NPA n'est pas à même d'offrir des réponses militantes à la radicalité qui s'exprime dans ces luttes sociales. De plus, pour reprendre la formule, quand il y a plus de militantEs et sympathisantEs qui partagent largement nos combats politiques « dehors » qu'engagéEs dans le NPA tel qu'il est, il faut chercher à construire le cadre adapté pour que touTEs puissent s'y organiser. Cela veut dire être capable de s'adresser à d'autres militantEs, venus du mouvement social ou des mobilisations contre l'exploitation et les oppressions, mais aussi d'autres courants, que ce soit des déçuEs de la gauche institutionnelle ou des incapacités de l'extrême gauche... Réunir celles et ceux qui, pour reprendre la formule, ont « *une compréhension commune de la période et des tâches* ».

Nous ne partons pas de rien, loin s'en faut, mais notre héritage propre demande à être réexploré, et les périmètres d'une telle force à être réaffirmés. D'abord parce qu'il est logique que cette démarche s'adresse en premier lieu aux forces et courants déjà politiquement organisés. L'extrême gauche et la gauche radicale actuelle fourmillent de cadres – organisations, regroupements militants... – dont aucun ne peut penser à lui seul détenir la clé. Ces prochains mois, nous avons donc besoin de vérifier en articulant des éléments de débat théoriques, un échange sur les coordonnées de la période avec le test des interventions communes (sur les lieux de travail et d'études, dans les quartiers, dans des apparitions et campagnes communes) si les conditions sont réunies pour qu'un saut organisationnel puisse être franchi à moyen terme. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions solidifier un socle commun qui soit le produit de ces discussions « par en haut » et d'une pratique commune « par en bas », et que l'on évitera, non pas la démocratie

nécessaire à tout projet révolutionnaire, mais le débat permanent qui empêche toute élaboration commune et cultive les théorisations solitaires et l'auto-construction.

ANTICAPITALISTE, RÉVOLUTIONNAIRE, UNITAIRE, DÉMOCRATIQUE

Sur le fond, les contours d'une nouvelle force combinent plusieurs marqueurs stratégiques en deçà desquels le projet change de nature. Ainsi, nous restons attachés à la construction d'une force « *pour la transformation révolutionnaire de la société* », y compris dans une période de recul, justement parce que ce recul est l'illustration de l'impasse dans laquelle nous entraîne le système et que la rupture est donc nécessaire avec cette société de concurrence généralisée. C'est bien une opposition concrète à l'ordre social et à ceux qui le défendent, qui passe par un affrontement avec l'État des classes dirigeantes et la défense de processus d'auto-organisation contre les appareils bureaucratiques et la cogestion des institutions, pour que le monde du travail et plus largement l'ensemble de la population prennent leurs affaires en main.

Nous voulons une organisation qui puisse s'adresser à touTEs les anticapitalistes, à toutes celles et ceux qui subissent le capitalisme et veulent agir pour le renverser. Ce système économique et social génère une multiplicité de formes et de rapports d'exploitation et d'oppressions qui s'expriment dans différentes sphères de la société en générant des contradictions, des résistances et des luttes. Au-delà de leur spécificité, ces luttes ont besoin de converger, dans un cadre plus large permettant une articulation entre leurs revendications.

Parce que c'est un impératif stratégique pour construire les résistances mais aussi des unions tactiques au niveau politique, y compris sur le terrain électoral, notre projet ne peut être qu'unitaire. Parce que, sous la pression des offensives de la bourgeoisie, notre camp social est sur la défensive, mais que les anticapitalistes doivent être, elles et eux, à l'offensive. Non pas dans la confrontation permanente avec les autres, en particulier les forces composant la Nupes, mais tout en conservant son indépendance, dans la construction d'outils de mobilisation

(cadres unitaires, campagnes...) ou de regroupement électoraux permettant l'expression la plus majoritaire du rejet du macronisme, de la droite et de l'extrême droite, pour une alternative écosocialiste.

Enfin, parce que nous défendons une société d'émancipation, l'organisation que nous voulons ne peut être que démocratique et militante. Les deux se combinent : décider collectivement suite à une discussion ouverte et mettre en œuvre ensemble dans une expérience commune où chacunE contribue à l'activité, même s'il existe des rythmes militants variés en fonction des situations personnelles. C'est la base de l'égalité entre touTEs les militantEs, qui préfigure ce que pourraient être les relations au sein d'une société délivrée du capitalisme.

LANCER UN PROCESSUS, PENSER LES MÉDIATIONS

Après bien d'autres épisodes récents qui contribuent à forger de nouvelles prises de conscience (la crise sanitaire du Covid-19 ou diverses mobilisations sur le terrain écologique), la séquence de mobilisation sociale actuelle produit déjà ses premiers effets dans de larges secteurs de la société : prise de conscience de la course effrénée d'un système productiviste et rapace prêt à revenir constamment sur tous les « conquies sociaux » (en particulier ceux de la protection sociale, retraite, assurance chômage, etc.), nécessité de le stopper et donc de s'organiser pour y arriver (et penser l'après), risque du point de bascule fasciste qui se précise, rôle des institutions « démocratiques » des classes dirigeantes qui de fait accompagnent les passages en force autoritaires... Tout cela montre que nous sommes dans un moment qui nécessite de « faire une offre » politique, de prendre des initiatives, pour tenter de franchir un cap dans l'organisation de notre camp social.

Modestement mais fermement, c'est la proposition qu'au lendemain de différents échanges, nous avons faite de lancer un processus de discussion ouvert, avec l'organisation de « forums anticapitalistes ».

Ce n'est pas un hochet, encore moins une recette miracle capable à elle seule de résoudre toutes les nombreuses contradictions inscrites dans la situation sociale et politique, mais un moyen de décanter une perspective

indispensable, de vérifier et de construire. Une telle élaboration s'inscrit donc dans des processus sociaux et politiques qui doivent constamment être discutés et actualisés, par rapport à ce qui va se discuter dans ces forums mais aussi par rapport à la réalité de ce qui se passe dans la lutte des classes. En cela, elle rejoint notre vision d'un parti conçu non pas dans une forme achevée (voire dogmatique) mais comme une médiation organisationnelle. À leur échelle, la construction de ces forums se veut donc comme un creuset s'inscrivant dans la période dans laquelle nous voulons agir et dont la dynamique va largement dépendre des données de la situation, de leur traduction dans la conscience de classe, et de notre capacité collective à réunir le plus largement.

Certes ouverts à d'autres courants organisés, voire coorganisés avec eux, l'objectif partagé n'est donc pas le seul regroupement de ce qui existe déjà en termes d'organisations structurées, mais de nous adresser d'emblée plus largement. Nous voulons contribuer à un appel à toutes celles et ceux qui se revendiquent ou se reconnaissent dans une gauche de rupture à la fois anticapitaliste et unitaire, militantEs contre la réforme des retraites, issuEs du mouvement des Gilets jaunes, militantEs syndicaux, militantEs antiracistes, féministes, LGBTI+, intellectuels et figures de la gauche radicale, orphelins d'un cadre politique pour s'organiser.

Le processus se veut ouvert selon un contour qui porte déjà de premiers éléments de clarification : autour de la mise en œuvre d'une stratégie consécutive de front unique (qui écarte de fait une partie des organisations

d'extrême gauche, qui y sont résolument hostiles), comme autour de la nécessité de construction d'une nouvelle force politique de rupture et indépendante des institutions (ce qui est une délimitation par rapport à direction de La France insoumise). Ce qui ne veut pas dire que nous ne pouvons pas à cette étape avoir de discussions avec ces forces, y compris dans le cadre des forums à venir. À terme, on ne peut que souhaiter que cela aboutisse à la construction d'un parti, plus implanté et solide sur le fond que ne l'est notre NPA, capable d'intervenir sur la scène politique.

Démarrant début juillet, ce processus de forums se déroulera vraisemblablement sur un temps long, en plusieurs étapes. L'université d'été du NPA en constituera aussi un jalon, et nous souhaitons que les premiers échanges fructueux nourrissent très vite la possibilité d'interventions communes.

Pour nous, il n'y a pas de contradiction entre construire aujourd'hui le NPA et penser son dépassement. Car, en toute humilité, les militantEs de l'émancipation que nous sommes ne peuvent avoir d'autres ambitions que de faire vivre un cadre d'organisation utile aux exploités et opprimés, en questionnant sans fétichisme comment notre capital politique peut être fécond dans une période donnée. Comme nous l'écrivions en 2009, pour continuer à faire vivre « le meilleur de l'héritage de celles et ceux qui ont affronté le système depuis deux siècles, celui de la lutte des classes, des traditions socialistes, communistes, libertaires, révolutionnaires¹ ». □

1) <https://nouveauantiparticipantaliste.org/principes-fondateurs>



Paris, à la Bellevilloise, le mardi 17 janvier, meeting du NPA contre la réforme des retraites, avec Philippe Poutou, Olivier Besancenot, Rachel Keke et Pauline Salingue. ©Photothèque Rouge /JMB.

1973, Lip ou la démocratie

PAR THÉO ROUMIER

Par son imagination, son audace, sa détermination, la lutte des ouvrières et ouvriers de Lip en 1973 a frappé les esprits de ses contemporains qui l'ont activement soutenue. Par le processus profondément démocratique qui s'y est développé, elle a incarné le renouveau de l'action ouvrière des années post-68 et contribué à alimenter la perspective autogestionnaire des espoirs socialistes d'alors. Retour sur une grève « hors-la-loi » qui a défié l'ordre capitaliste.

Lip, c'est en 1973 un fleuron de l'industrie horlogère française. L'usine-mère de Palente, à Besançon, emploie près de 1200 salariéEs. Pour moitié ce sont des femmes... qui représentent toutefois 77 % des postes d'OS, à l'assemblage, ouvrières spécialisées aux salaires les plus bas et aux conditions de travail les plus aliénantes. Les effectifs masculins se concentrent dans les métiers de la mécanique, hautement qualifiés, et à la maîtrise. Deux sections syndicales y sont implantées, CGT et CFDT (laquelle a adopté lors de son congrès confédéral de 1970 une orientation socialiste autogestionnaire).

L'équipe qui anime la section CFDT, syndicalement active depuis les années cinquante, est pour l'essentiel composée de militantEs du Parti socialiste unifié (PSU). La section de Besançon est l'un des bastions d'un PSU revigoré – et radicalisé – par Mai 68, regroupant en 1973 une centaine de membres dans cette ville d'un peu plus de 100 000 habitantEs.

Mai 68 d'ailleurs est passé par l'usine Lip. Participant du formidable mouvement de grève générale qui a gagné le pays, Lip est occupée. C'est à ce moment-là que s'impose la pratique de l'Assemblée générale des travailleuses et des travailleurs, votant et reconduisant la grève à main levée. Ce qui ne va pas de soi : la pratique habituelle est de s'en remettre au syndicat, qui négocie par l'entremise de ses délégués. La section CFDT, elle, est acquise à l'auto-organisation des luttes (nous y reviendrons) et ses animateurs ont également acté un principe : passer 90 % de leur temps de délégation dans les ateliers, 10 % en réunion. Une démarche qui

va compter dans leur compréhension de la démocratie ouvrière. Les luttes des années suivantes viennent renforcer cette dynamique et le collectif militant de Lip.

En 1973, l'entreprise traverse des difficultés financières. Lorsque le PDG – en poste depuis 1971 – démissionne le 18 avril, des administrateurs provisoires sont nommés. Pour les syndicalistes de Lip, le démantèlement de l'usine est le risque principal, il faut agir. Le choix de l'AG se porte sur une réduction des cadences pour faire baisser la production. Et ce sera le cas, le nombre de montres sorties d'usine chutant au global de 40 %. À la même période se forme un Comité d'action, regroupant syndiquéEs et non-syndiquéEs. La situation dure tout le mois suivant. Le 12 juin, à l'occasion d'une réunion du Comité d'entreprise et alors que l'usine est occupée depuis 48 heures, les administrateurs sont séquestrés – ce qui fait alors partie du répertoire d'action habituel de ces années d'insubordination ouvrière, pour reprendre la belle expression de l'historien Xavier Vigna. Que découvrent alors les Lip en fouillant dans les malles de ces messieurs ? Des documents (y compris des échanges avec la préfecture du Doubs) attestant non seulement du démantèlement programmé, mais aussi d'un plan de licenciement brutal et massif. Les CRS interviennent dans la nuit pour libérer les administrateurs. Les Lip prennent la décision – illégale selon le droit bourgeois, mais légitime pour celui des travailleuses et des travailleurs – de s'approprier le stock de montres de l'usine et de le mettre à l'abri. La lutte monte d'un cran. Le 15 juin, une manifestation de 15 000 personnes bat le pavé

bisontin, le maire et même l'archevêque y prenant part.

ON FABRIQUE, ON VEND, ON SE PAYE

Mais c'est l'AG du 18 juin qui va prendre une décision déterminante et inédite : la relance de la production de montres dans l'usine occupée, par les grévistes, afin de s'assurer une paie sauvage permettant de tenir la distance. La première interviendra le 3 août. Sur les murs de l'usine, une banderole peut proclamer « *on fabrique, on vend, on se paye* ». Entretemps, le soutien populaire, immédiat, s'organise. La vente solidaire sera assurée par de multiples relais : le PSU joue un grand rôle, tout comme de nombreuses sections CFDT. On comptera plus de 80 000 « receleurs et receleuses » de montres. Des comités de soutien se forment dans les villes et se chargent de la populariser, invitant les Lip à venir témoigner. À partir du 11 juillet, un bulletin est édité par les grévistes, *Lip-Unité*. Surtout, l'usine est devenue « une maison de verre », ouverte sur l'extérieur. La nature même du travail en est transformée, les tâches sont réparties différemment et chacunE peut prendre part aux décisions. Comme l'écrivent les Lip : « *L'usine est entièrement entre nos mains. C'est là que toute la journée nous travaillons dans nos commissions. C'est là que nous produisons et vendons nos montres, accueillons des délégations venues de partout.* » C'est « l'été des Lip ».

Face à tout cela, le pouvoir flotte un temps mais finit par sévir. S'il nomme un médiateur le 7 août – Henri Giraud –, il envoie ses CRS le 14, en pleine nuit, reprendre le contrôle de l'usine. Le lendemain, les délégations ouvrières affluent de toute

la ville de Besançon, jusqu'à rassembler 12 000 manifestantEs. Deux jours durant, les affrontements ont lieu autour de l'usine. Mais loin de mettre un terme à la grève, l'intervention policière la relance d'une certaine façon. La mairie permet aux Lip de s'installer dans le gymnase Jean-Zay. Mais pas d'y installer des chaînes de montage. Des ateliers clandestins sont donc mis sur pied pour continuer la production de montres. « *L'usine est là où sont les travailleurs* » déclare Charles Piaget, principal animateur de la CFDT-Lip.

Loin de se replier sur leur seul combat, les Lip s'engagent dans le mouvement général de contestation sociale qui traverse le pays : près de 200 d'entre elles et eux participent au rassemblement du Larzac du 24 au 26 août. C'est ce qui va leur inspirer l'appel à une marche nationale de soutien à Besançon. Le 29 septembre, 100 000 personnes convergent sur la ville en soutien aux Lip. C'est un immense succès. Près d'un tiers de la manifestation est composée par les différents cortèges de l'extrême gauche : ceux de *Rouge* (l'ex-Ligue communiste), *Révolution !*, *La Cause du Peuple* (Gauche prolétarienne) ou l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA) se distinguent. La CGT ne voulait qu'une manifestation locale, craignant une telle mobilisation des « gauchistes » et dénonce leur présence. La mairie socialiste, elle, annonce craindre des débordements pendant que RTL cherche à créer la panique sur les ondes en inventant « *la présence de 8 000 gauchistes, casqués, portant gourdins [qui] n'incite pas à la quiétude* ».

Les tensions entre la CFDT-Lip et le Comité d'action d'une part, la CGT-Lip d'autre part, sont de plus en plus fortes. La CGT-Lip estime qu'« *il faut savoir terminer une grève* » et juge acceptable le plan présenté par Giraud qui réduit le nombre de licenciements à 180 contre les 450 initialement envisagés. L'adoption de ce plan est soumise le 12 octobre à l'AG... qui le rejette massivement. C'est la rupture avec la CGT. À bout, le Premier ministre Pierre Mesmer vitupère sur les ondes et les écrans « *Lip c'est fini !* ». La lutte, plus âpre, plus éprouvante, plus divisée n'en continue pas moins et le 29 janvier 1974 l'AG approuve cette fois le plan d'un nouveau négociateur gouvernemental qui prévoit que toutes et tous soient réembauchés progressivement durant l'année. En plus d'être une victoire ouvrière contre les licenciements, et d'être saluée comme telle, plus de huit mois de mobilisation



DR.

ont fait de la grève de Lip l'une des plus importantes de la période.

UNE BRÈCHE OUVERTE, UNE DIRECTION STRATÉGIQUE

Lip, c'est d'abord l'expérimentation d'un pouvoir ouvrier dans toutes ses dimensions. L'élan, le poumon démocratique de la lutte repose d'abord sur l'AG. Dans son livre-somme, *L'Affaire Lip*, Donald Reid en a dressé le compte : du 10 juin 1973 – occupation de l'usine – au 11 mars 1974 – reprise du travail – il y en a eu une à deux par jour, près de 200 en tout. Regroupant au plus bas 80 grévistes, et au plus fort jusqu'à 1000 d'entre elles et eux, les AG rassemblent en moyenne un peu plus de 450 Lip. Sur la durée il s'agit d'une représentativité indéniable. Des commissions et sous-commissions, 18 en tout, la plus importante étant la commission « popularisation », se chargent d'appliquer les décisions de l'AG. Son ordre du jour est préparé conjointement par le Comité d'action et les délégués CGT et CFDT.

L'apparition du Comité d'action n'est pas sans lien avec le débat qui bat son plein sur les « nouvelles formes de lutte » au sein de la classe ouvrière. Rassemblant une centaine de Lip, il se veut un espace d'élaboration de propositions à la base, dépassant les clivages syndicaux et incarnant une forme de radicalité. Plus souple, moins codifié dans ses échanges, il permet notamment aux femmes de s'y exprimer davantage. Pas de crainte de sortir d'un mandat ou de se faire « recadrer » en disant ce qu'on pense en son sein. Cette liberté permet au féminisme de percuter la grève, de remettre en cause les travers patriarcaux jusque dans son organisation. Les ouvrières réclament leur place. Des figures

émergent, notamment par leur investissement dans le Comité d'action, comme Fatima Demougeot ou Monique Piton.

Si la CFDT-Lip soutient le Comité d'action, la CGT est plus défiante, même si elle accepte de co-signer des expressions avec lui au début de la lutte. Non seulement l'attitude des deux syndicats diffère à l'égard de l'auto-organisation, mais la CFDT-Lip tient des positions plus avancées sur le sujet que sa propre fédération nationale et que la confédération. Les délégués du syndicat de la métallurgie de Besançon – dont est membre la CFDT-Lip – ont ainsi défendu les amendements en faveur de l'autogestion des luttes lors du congrès confédéral qui, à l'inverse, a réaffirmé le rôle central du syndicat. Ce qui ne veut pas dire que les militantEs de la CFDT à Lip soient partisanEs de dissoudre la structure syndicale dans l'AG ou le comité d'action : non, ce qu'ils et elles recherchent c'est la meilleure articulation possible de cet ensemble. Tout en étant convaincuEs que l'auto-organisation, la parole et la délibération à la base sont les garanties d'un engagement plus fort dans l'action collective, dès lors partagée et décidée par toutes et tous. L'échange avec Charles Piaget reproduit en complément de cet article est éclairant sur ce rapport vivant et dialectique, voulu et entretenu, entre syndicat et auto-organisation.

Enfin, on ne peut écarter le fait que l'appartenance au PSU des principaux syndicalistes de la CFDT-Lip ait compté dans cette démarche, le PSU mettant alors en avant la perspective du contrôle ouvrier pour bâtir l'autogestion socialiste. La



remise en cause de la propriété capitaliste est au cœur de la lutte des Lip. Elle va d'ailleurs inspirer d'autres « grèves gestionnaires » : comme celle des ouvrières de l'habillement de Cerizay, qui produisent des chemisiers PIL (« *populaires inventés localement* », en référence à Lip) pour financer leur grève de juillet à décembre 1973.

On ne peut pas mieux le dire alors que Frédo Krumnow, dirigeant confédéral et figure de l'aile gauche CFDT : « *Rarement la prise de pouvoir collective des travailleurs est allée aussi loin. C'est à partir de ces initiatives nouvelles, en mettant en cause la légalité capitaliste, en mettant en place, de fait, une légalité et un pouvoir ouvrier, que les travailleurs de Lip ont ouvert une brèche et indiqué une direction stratégique. [...] À combien de Lip simultanés un pouvoir central capitaliste peut-il tenir tête sans entrer dans une période de crise grave ? Lip ne peut donc pas rester un accident, une exception. Il doit être intégré comme un élément essentiel et probablement déterminant d'une stratégie syndicale révolutionnaire.* »

Car c'est bien de stratégie révolutionnaire

dont il est question. Certes, et les Lip elles et eux-mêmes l'ont dit, l'occupation de l'usine, la relance de la production tenaient de l'auto-défense vis-à-vis d'un patronat à l'offensive. Et il ne s'agit pas de construire un îlot autogéré dans un environnement capitaliste. Mais ça n'empêche nullement Piaget de déclarer sans ambages au *Monde* à la veille de la manifestation du 29 septembre : « *Il faudra bien que les patrons disparaissent et que les travailleurs prennent en charge toute l'économie du pays, fassent la démonstration qu'une autre économie est possible. Il faut pour cela prendre le pouvoir central.* »

Pour Piaget, une perspective autogestionnaire n'a en effet de sens que dans une alternative socialiste et révolutionnaire. Et pour cela, Lip est une pierre à l'édifice. L'expérience – collective autant qu'effective – d'un pouvoir populaire direct dans la lutte construit sa portée politique. Dans la revue théorique du PSU, *Critique socialiste*, Yvon Bourdet le précise en mars 1974 : « *on reste à la surface de l'événement lorsqu'on répète que chez Lip il s'agissait moins d'autogestion que d'autodéfense.* »

Les deux termes sont étroitement liés

et surtout dessinent un axe stratégique, ancré dans une lutte bien réelle, se distinguant de la « seule solution » avancée d'un gouvernement d'union de la gauche (dans le cadre du programme commun signé par le PC et le PS en 1972). Ce que Piaget assène avec lucidité, toujours dans le même entretien au *Monde*, en réagissant aux inquiétudes de la Mairie de Besançon à l'approche de la marche du 29 septembre : « *Cela donne un petit éclairage sur ce que pourrait être le programme commun. Parce qu'à la mairie de Besançon, on a une équipe socialiste et centriste qui n'a pas beaucoup de volonté pour passer par-dessus les petites pressions. [...] Alors qu'est-ce que cela va être si, un jour, le programme commun triomphe et que les socialistes, par exemple, restent dans cet état d'esprit ? Il y aura alors d'autres attaques que celles que subissent maintenant les travailleurs de Lip, d'autres étranglements économiques, d'autres pressions politiques, beaucoup plus considérables... Nous avons, nous, les nerfs plus solides. Dans ce cas aussi Lip est un exemple : on apprend aux travailleurs à ne pas s'affoler.* »

À faire, en quelque sorte sereinement, un pas vers la révolution. □

« La capacité d'écouter la base »

En 1973, la vidéaste féministe Carole Roussopoulos est à Besançon et filme. Au soir du 29 septembre, elle capte un échange (d'un peu plus de cinq minutes) au sujet du comité d'action entre Charles Piaget et des militantEs qu'elle intègre dans son court-métrage documentaire : La marche de Besançon – LIP II¹. Il est ici retranscrit pour l'essentiel.

Piaget : Le comité d'action, tu sais qu'il est violemment combattu.

Une voix d'homme : Et on a remarqué ça aujourd'hui.

Piaget : Violemment combattu... Les trois fédéraux derrière moi², tu aurais vu comme ils ont hurlé quand Burgy³ a rappelé le rôle du comité d'action : « *bon alors, ça veut dire que les organisations syndicales ne font rien ?* » Ben non, elles ne font pas rien ! Mais le comité d'action a eu une importance essentielle !

Une voix de femme : C'est ce que les ouvriers pensent surtout qui est important !

Piaget : Remarque, peut-être un peu pour tempérer votre ardeur sur le problème des travailleurs avec le comité d'action. Si tu veux, les travailleurs de Lip voient – à mon avis – beaucoup trop les délégués. Et peut-être un peu plus encore ceux de la CFDT. Et ils n'ont pas senti le comité d'action. Je vais te dire pourquoi.

Le comité d'action, ils ont été 80, 100, 200 à y participer... ceux-là, ils ont vécu le comité d'action. Et ils en sont fiers. À tel point que par moments ils seraient tentés de faire une troisième force⁴ – alors que je ne pense pas que ce soit la bonne solution. Mais, ils en sont fiers.

Mais par contre les autres, ceux qui n'ont pas participé vraiment au comité d'action. Eh bien il y a une espèce d'attitude qui consiste à ne pas reconnaître le comité d'action et à beaucoup plus reconnaître les organisations syndicales. C'est pas simple... Nous, on a l'avantage d'être implanté depuis des années.

Une voix de femme : Et d'avoir mené des luttes ! Pendant très longtemps.

Piaget : Et puis d'avoir mené des luttes. Et puis d'avoir une crédibilité. Et le comité d'action, il avait par exemple l'inconvénient de ne pas saisir toutes les astuces de, comment... de la démocratie. C'est peut-être pas un bon mot, « les astuces ». Attend, je vais essayer de m'expliquer. Qu'est-ce qu'on entend par « astuces »... Les gars du comité d'action, il y en a un tout d'un coup qui prend une position. Et puis qui fait un tract, ou bien qui fait une proposition ou bien une prise de parole. Et il ne s'est pas assuré toujours que, vraiment, ça reflétait bien l'avis des autres. Et il s'aperçoit tout d'un coup que c'est pas tout à fait l'avis des autres. À ce moment-là, il y a déjà une certaine distanciation. Nous, en tant que militants de la section syndicale CFDT, on fait attention à ça. Il ne s'agit pas d'avancer quelque chose sans que la section n'ait pas réfléchi [*une voix d'homme : « il faut avoir les masses avec soi »*]. Alors c'est tout à fait normal ! C'est normal qu'ils tombent dans ce genre de chose. Ils s'exprimaient, depuis le début, en tant que travailleurs de Lip. Et puis après ils ne se

BIBLIOGRAPHIE :

- *Lip, un pas vers la révolution*, brochure Rouge de novembre 1973 [disponible sur le site de RaDAR].
- Charles Piaget, « Mai 68 chez Lip à Besançon », *Les Utopiques*, n°7, printemps 2018.
- *On fabrique, on vend, on se paie*, Lip 1973, Syllepse, 2021.
- Monique Piton, *C'est possible ! Une femme au cœur de la lutte des Lip (1973-1974)*, Éd. L'échappée (réédition), 2015.
- Donald Reid, *L'Affaire Lip (1968-1981)*, Presses universitaires de Rennes, 2020.
- Théo Roumier, *Autogestion et révolution. Charles Piaget, interventions, 1974*, Cahiers de l'ITS, Éd. du Croquant, 2022 ; et « 1973, les comités de grève et l'autogestion des luttes », mis en ligne sur *Contretemps* le 25 février 2023.
- Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Presses universitaires de Rennes, 2007.

1) Les films de Carole Roussopoulos sont conservés au Centre audiovisuel Simone de Beauvoir.

2) Il s'agit des responsables nationaux de la Fédération de la Métallurgie CFDT.

3) Raymond Burgy, l'un des responsables de la CFDT-Lip.

4) En plus des sections CGT et CFDT.



La manif du 29 septembre : il pleuvait...

sont pas rendu compte qu'ils étaient le comité d'action. Et quand ils s'exprimaient, les autres voyaient le comité d'action à travers un certain nombre de visages [une voix d'homme : « un peu gauchistes, non ? »]. Et ça a provoqué quelques petits problèmes...

Oh, pas gauchistes, non. Enfin, qu'est-ce que tu appelles « gauchiste » ?

Une voix d'homme : Attends, non mais il faut le dire, parce que à Saint-Etienne ce qu'il s'est passé...

Piaget : Moi je suis classé gauchiste maintenant [rires].

La même voix d'homme : À Saint-Etienne il s'est passé un truc comme ça dans une usine. Il y a eu une action d'un comité de lutte, bon. Ils ont mené une action qui était formidable. Mais après, cette action, c'était une action gauchiste. Par rapport à la CFDT, j'te le dis tout de suite, la CGT... La CGT en plus nous a tous mis sous la table, tu vois. Ils ont appelé au travail, massivement. Bon, ben les gars étaient syndiqués, ils ont dit « on ne peut que se réfugier derrière un syndicat, ce syndicat c'est la CGT ».

Piaget : Ce que tu dis là c'est vraiment une rénovation des mœurs syndicales, et ça – même de notre côté au point de vue CFDT – ça hurle à chaque fois qu'on dit ça. Parce qu'on dit que c'est pas vrai, c'est pas inné comme ça... une section syndicale qui veut vraiment faire son travail. Et c'est grâce à l'interpellation du comité d'action qu'on a... disons qu'on avait peut-être, au moins, la chance d'avoir une certaine ouverture. De ne pas se bloquer. Mais c'est grâce au comité d'action qu'il y a eu cette ouverture et puis cette... [une voix d'homme : « c'est un peu un instrument de contrôle quoi... »]

Ben oui ! Et à notre avis une section syndicale, elle doit être sans arrêt en train de se remettre en cause, de ne pas bloquer les initiatives. Autrement dit, tu as besoin d'une structure, hélas je ne vois pas encore comment tu peux te passer d'une structure. Tu as besoin d'une organisation [une voix d'homme : « oui, ça on en est conscient »]. Mais à tout moment, l'organisation elle a une tendance bureaucratique, une tendance de repli sur soi-même, etc., de tourner en rond. Et donc... [une voix d'homme : « c'est des problèmes d'organisation »]

Voilà. Alors à tout moment, il faut les combattre. Et les combattre, c'est la base qui les combat le mieux. Au moins – si jamais tu te rends compte de ça – tu as la capacité d'écouter la base et de te laisser remettre en cause. Ou alors il n'y a plus rien à faire.

Une voix d'homme : C'est ça qu'a fait Lip.

Une voix de femme : Remarquez, c'est ce qu'il y a de formidable à Lip.

Piaget : Et c'est ce qu'on a fait. Et c'est ce que les copains de la CGT n'ont pas assez compris ! Ils n'ont pas assez compris que c'était ça l'essentiel. Par exemple, actuellement, ils mènent une campagne pour que les assemblées générales, pour que Lip-Jean Zay ne soit pas ouvert aux autres. Autrement dit qu'on ne puisse plus y aller. Parce qu'ils sentent qu'ils sont critiqués à l'intérieur de ces assemblées générales. Mais en fait, fermer les portes, tout boucler, et puis ne se voir qu'entre nous, eh bien c'est se couper de toute la force extérieure. C'est s'étrangler soi-même !

Alors ils ne comprennent pas ça eux. Ils disent « ben non, l'organisation syndicale c'est suffisamment puissant pour se passer de tous les autres ». C'est pas vrai.

Petite invitation au marxisme de David Harvey

PAR THIERRY LABICA

Le géographe marxiste, David Harvey, était de passage à Paris début avril. Ce séjour fut l'occasion de conférences, entretiens et émissions. Bonne occasion de nous intéresser à cette référence majeure du marxisme contemporain.

Pendant une longue partie de son histoire, la pensée marxiste et la pratique marxiste (ou ce qui pouvait se prétendre tel), furent une affaire généralement présumée « continentale » : allemande, russe, italienne, française (sans oublier, bien entendu, les nombreuses influences théoriques et organisationnelles liées à l'expérience chinoise.)

Leurs multiples controverses et affrontements internes paraissaient ne devoir laisser que bien peu de place à des protagonistes venus du monde anglophone, qu'ils et elles viennent d'outre-Manche ou d'outre-Atlantique. L'historiographie marxiste britannique des années 1960-70, « l'histoire par en bas » du groupe des historiens communistes – Christopher Hill, EP Thompson, Eric Hobsbawm, George Rudé, Victor Kiernan, Rodney Hilton... –, fut à peu près la seule exception notable dans ce tableau, en tenant compte du fait, cependant, que seuls les trois premiers de la liste connurent une diffusion significative en France. On peut, certes, encore ajouter à cela l'écho du débat entre les économistes M. Dobb et P. Sweezy au début des années 1950, à l'origine des nombreuses analyses ultérieures sur la transition du féodalisme au capitalisme ; l'intérêt pour une partie au moins de l'œuvre de Perry Anderson (toutes choses que l'on doit aux traductions entreprises par les éditions Maspero), ou pour la polémique autour du marxisme althusserien entre l'historien E.-P. Thompson et le philosophe E. Balibar. Mais encore une fois, tout ceci, d'un intérêt bien réel, resta largement périphérique à une actualité du marxisme en France à forte dominante continentale.

Les explications d'un tel état de fait ne manquent pas : faiblesse historique des mouvements communistes britanniques et nord-américains, défiances de guerre froide, suspicions d'empirisme de bas étages (« infra-théorique »), ou encore

simple incuriosité d'un milieu intellectuel un peu trop convaincu de sa propre excellence comme de l'universalité de son aura.

La vingtaine d'années écoulée a sensiblement modifié ce décor. Le travail de traduction entrepris par certains éditeurs, ou de présentation, tel que celui de Razmig Keucheyan dans son livre *Hémisphère gauche*, paru en 2017), nous ont appris que la pensée critique en général, et la pensée marxiste en particulier, parlaient aussi couramment l'anglais. On peut d'ailleurs considérer le flot incessant de pleurnicheries anti-woke comme un indice plutôt fiable de cette nouvelle « cartographie » intellectuelle.

LE MATÉRIALISME HISTORICO-GÉOGRAPHIQUE

Le géographe marxiste britannique David Harvey, professeur d'anthropologie et de géographie à la City University of New York (depuis 2001), occupe une place centrale dans ce renouveau. Auteur de près d'une trentaine de livres, Harvey a apporté une contribution cruciale à la défense et au renouvellement d'une pensée marxiste pour notre époque et – dans des termes clairs et explicites – au rappel de la nécessité vitale du dépassement du monde du capital, vers le socialisme.

Le travail de Harvey a généralement consisté à produire une pensée théorique de l'espace, de la géographie et de l'urbanisme, proprement marxiste, à partir d'une lecture souvent intensive du *Capital*. Pour le dire de manière un peu différente, Harvey a cherché à expliciter la part proprement géographique d'un matérialisme historique alors conçu comme matérialisme historico-géographique à part entière. On pourrait encore dire qu'à ce titre, Harvey est à la géographie ce que, peu avant lui, le Raymond Williams du « *cultural materialism* »

avait été à la culture.

CertainEs ici feront inévitablement, et justement, le rapprochement avec Henri Lefebvre, penseur particulièrement novateur de « la production de l'espace », des dynamiques « du rural à l'urbain », et du « droit à la ville ». Toutefois, si l'on peut discuter de certaines proximités entre les deux auteurs, il faut commencer par rappeler que Lefebvre développa ces thématiques au cours des années 1960-70, dans un moment où au cœur de bien des développements théoriques et politiques se trouvait la question de l'État (étatisme, étatisation, États socialistes, capitalisme d'État, État providence...). Or, les débuts de l'œuvre proprement marxiste d'Harvey ne relevaient déjà plus tout à fait de cette conjoncture-là.

Harvey avait déjà publié deux livres dans son champ disciplinaire lorsqu'il fit paraître, en 1982, *Limits to Capital*, première étude marxiste de grande ampleur qui allait faire date, ce en dépit des réticences ou même de l'indifférence d'un certain nombre d'autres marxistes de langue anglaise (*dixit* Harvey lui-même), qui estimaient que la géographie était une discipline d'emblée trop subalterne et servile pour avoir la moindre prétention à devenir un terrain d'intervention théorique valable. Paru peu après l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher en Grande-Bretagne et de R. Reagan aux États-Unis, *Limits* abordait largement les thèmes du capital fictif, du crédit et de la financiarisation dans un contexte dominé par la recherche de nouveaux débouchés aux besoins de recyclage des surplus suraccumulés.

ABSORPTION DES EXCÉDENTS, CRISES ET GÉOGRAPHIE À L'ÈRE NÉOLIBÉRALE

À ce titre, ce travail était d'emblée bien plus tourné vers le problème des crises (des phases de destruction de capital

excédentaire temporairement privé de possibilités d'investissements rentables) que vers celui de l'État. La lecture de Marx (*Capital, Grundrisse*) qu'y proposait l'auteur était *de facto* mise au service de l'analyse de la transition historique en cours, hors du monde hérité de l'après-guerre et de ses compromis sociaux étatiques d'inspiration keynésienne entre capital et travail. Reagan et Thatcher (en bons disciples du général Pinochet pour climat tempéré) s'employaient déjà à lui porter leur impitoyable coup de grâce et à inaugurer un âge qui allait se caractériser par la succession toujours plus rapide de crises financières toujours plus dévastatrices.

Cette transition fut portée par trois priorités : la remise en cause des monopoles d'État (privatisations, ou « dénationalisations » thatchériennes de grands secteurs de services et d'industrie), la mise au pas de la puissance syndicale, et la suppression de toutes les barrières (fiscales, protectionnistes...) à l'investissement et au commerce transnational. Un quatrième facteur (mentionné mais peu exploré) devait jouer un rôle d'accélérateur puissant : l'afflux massif de pétrodollars en provenance du Golfe persique à partir de la crise de 1973.

Diverses formes de coercition et de violence (entre FMI, CIA et assauts policiers d'envergure face aux mineurs britanniques en grève entre mars 1984 et mars 1985) accomplirent le tournant de ce que l'on appellerait bientôt la « néolibéralisation » de l'économie, le « néolibéralisme ». Pour Harvey, la compréhension d'une telle transition devait être beaucoup plus attentive à la manière dont le problème chronique d'absorption des excédents (alors particulièrement critique à la fin des années 1970) est temporairement différé à deux niveaux : sur le plan *temporel* (système du crédit, dépenses financées par la dette, par exemple) et sur le plan *spatial*, à coups de déploiements géographiques entre création d'un marché mondial, investissements étrangers directs, et néocolonialisme et impérialisme. Ces tendances étaient ici ramassées dans le concept de « *spatial fix* » ou « *spatio-temporal fix* », qui devait connaître une certaine fortune théorique.

L'accélération des développements géographiques, de l'urbanisation, devinrent caractéristiques de ces redistributions spatiales toujours temporaires et précaires des excédents de la suraccumulation. En cela, *Limits* constatait déjà et anticipait avec clairvoyance l'ampleur de

l'entreprise de prédation multiforme et violente inscrite dans la dynamique de néolibéralisation. Celle-ci allait être en outre stimulée à la fois par l'effondrement de l'URSS et de sa périphérie (et la vague d'accaparements mafieux qui s'ensuivit), et un peu plus tard par l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001.

Près de vingt-cinq ans plus tard, en 2006, en conclusion de sa préface à la réédition de *Limits*, l'analyste des crises, de l'absorption des surplus (« le problème central ») et de leur production d'espace à l'ère de la financiarisation néolibérale, constatait l'énormité des déséquilibres à échelle globale, liée à l'omniprésence de surplus et à une économie de la dette nord-américaine aux proportions inédites dans l'histoire humaine. Il ajoutait alors : « *La capacité à maintenir cette situation sous contrôle [...] est sur le fil du rasoir. La rectification des déséquilibres globaux actuels, selon toute vraisemblance, sera douloureuse, voire, catastrophique* ». Quelques mois plus tard seulement, la crise de l'immobilier, dites des *subprimes*, donnait les premiers signaux californiens de la « rectification catastrophique » qu'allait être la crise financière mondiale de 2008.

La suite de l'œuvre d'Harvey allait reprendre et préciser ces mouvements d'ajournement des crises par temporisation et spatialisation. En 1989, *The condition of Postmodernity*, proposa une périodisation du post-fordisme guidée par les concepts de « *spatial fix* » et de « *compression spatio-temporelle* ». L'auteur manifesta là une ampleur de vue, tant sur le terrain de l'économie politique que sur celui des formes culturelles, qui établit ce livre comme référence centrale et durable pour l'ensemble du champ des sciences sociales et humaines dans le monde anglophone et au-delà. C'est en outre à partir de ce même cadre que l'auteur apporta une contribution majeure au renouveau de la critique de l'impérialisme (*The New Imperialism*, 2005), en réponse au lancement des guerres d'Irak et d'Afghanistan, puis à l'analyse de la crise financière de 2008 (*The Enigma of Capital*, 2010).

PÉDAGOGIE ANTI-CAPITALISTE : MARX FAIT SALLE COMBLE

Une dernière remarque pour cette présentation trop rapide. Lorsqu'Harvey publia *The Limits* en 1982, l'abandon des armes de la critique marxiste commençait à se manifester dans bien des secteurs du champ intellectuel. Les classes,

la lutte de classe, le mode de production capitaliste, l'impérialisme, la révolution, le socialisme, le communisme, à quoi bon ? La classe ouvrière n'avait pas rempli sa « mission historique » et dans tous les cas, était en voie de disparition dans les décombres de la désindustrialisation ; et pourquoi parler d'impérialisme quand les empires coloniaux avaient disparu ? etc.

Harvey continua de faire la démonstration de la nécessité de la lecture de Marx et de la défense d'un projet socialiste dans un temps de triomphalisme où le règne du capital parut devenir hégémonique au point d'en rendre toute description ou analyse (sans même parler de « critique ») superflue, voire carrément inaudible. La « mondialisation », la « troisième voie » blairiste, l'« économie de l'information et de la connaissance », le renoncement postmoderniste à tout concept fondateur au nom de la « fragmentation », de la « différence », et d'une profonde fétichisation déterministe des questions linguistiques, fournissaient les uns et les autres la musique d'ambiance de la nouvelle phase de « restauration du pouvoir de classe » et « d'accumulation par la dépossession », cannibalisme capitaliste dirigé vers l'ensemble des secteurs non encore directement annexés aux logiques de marchandisation (éducation, santé, transports, eau, énergie...). David Harvey offrit donc de puissantes réponses théoriques et militantes jusque dans le creux de la conjoncture intellectuelle des années 1990 (son *Justice, Nature, and the Geography of Difference*, paru en 1996, était au cœur de ce champ de forces).

Depuis lors, Harvey a développé une pédagogie du marxisme qui, entre ses cours universitaires, la publication de ses « compagnons » à la lecture du *Capital*, Youtube, ses podcasts de « chroniques anticapitalistes » et les réseaux sociaux, a su atteindre un jeune et très vaste public. Les considérables succès d'audience d'un intellectuel marxiste de 88 ans dans un monde anglophone d'une hostilité historique si notoirement viscérale à toute chose marxiste, est une indication on ne peut plus sûre de la voie à suivre. □

Plusieurs livres ou recueils de textes sont disponibles en français : Géographie de la domination, (2008), Géographie et capital : Vers un matérialisme historico-géographique (2010), Le nouvel impérialisme (2010), Le capitalisme contre le droit à la ville : Néolibéralisme, urbanisation, résistances (2011), Paris, capitale de la modernité (2011), Pour lire Le Capital (2012), Brève histoire du néolibéralisme (2014), Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine (2015), Les limites du capital (2020).

Par la poudre et par la plume : histoire politique de l'IRA

PAR THIERRY LABICA

Daniel Finn, trad. L. Mistral, Agone, 2023, 24 €, 384 pages.

Le livre de Daniel Finn est récemment paru en français. À partir de la fin des années 1960 et pendant trois décennies, l'Irlande du Nord a été le théâtre de la plus longue et de la plus dure lutte d'émancipation anticoloniale armée en Europe.

Avec ses six comtés restés rattachés à la couronne britannique après la partition et l'indépendance de l'Irlande en 1921, la province autonome forme aujourd'hui encore l'une des quatre entités du Royaume-Uni et sans laquelle le Royaume-Uni ne serait plus que la Grande-Bretagne.

L'AMPLEUR DU CONFLIT

Les confrontations militaires et paramilitaires y entraînent la mort de 3 500 personnes et firent 48 000 blessés. Si ces chiffres paraissent faibles au regard de bien d'autres dévastations guerrières, ils sont pourtant considérables si on les rapporte à la population de ce petit territoire. Comme l'indique d'emblée Daniel Finn, rapportés à la population de la Grande-Bretagne (Écosse, Pays de Galles, Angleterre), ces chiffres correspondraient à 125 000 morts et environ deux millions de blessés, soit la moitié des pertes humaines subies pendant la Seconde Guerre mondiale.

Une telle transposition laisse imaginer la violence et l'intensité qui furent celles de cette guerre, généralement (mé-)connue sous l'euphémisme officiel britannique de « troubles », et la profondeur et la durabilité des blessures qu'elle a laissées sur une société tout entière.

Ce rappel initial du livre de Finn quant aux « troubles » en tant que *guerre* est d'une importance capitale pour au moins trois raisons. On vient de voir la première, qui concerne la société nord-irlandaise elle-même et le traumatisme durable auquel quasiment pas une seule famille n'a pu échapper. La seconde tient à la fonction politique de cette euphémisation elle-même : « troubles » (équivalent des « évènements » d'Algérie) contribue à l'effet d'optique grâce auquel la guerre peut apparaître sous les traits d'une terrible

anomalie criminelle dépolitisée.

En cela – troisième raison –, cette prise de conscience des proportions du conflit et de sa nature entièrement politique permet de contester, plus généralement, la manière dont l'État britannique a construit le récit officiel de sa propre fin d'empire après 1945 : récit construit à partir d'effacements des traces, de destruction planifiée et systématique d'archives coloniales (*Operation legacy*), de lois d'immunité visant à éviter toute poursuite en justice d'officiers responsables de crimes de guerre. Peu sont celles et ceux qui en Grande-Bretagne ont jamais entendu parler des interventions militaires britanniques au Vietnam (avant même celle de la France), au Malaya, en Indonésie, au British Guyana, à Oman...

Le conflit nord-irlandais entre ainsi dans une histoire niée, repliée sur elle-même, réduite à une folie terroriste, religieuse et sectaire, se jouant à distance de Londres se présentant alors dans une simple fonction arbitrale entre deux communautés irréconciliables. Il y a peu encore, en 2019, le premier ministre Boris Johnson disait vouloir faire interdire les poursuites en justice contre les membres des forces armées impliqués dans des crimes commis en Irlande du Nord. L'*Overseas Operations (Service Personnel & Veterans)* d'avril 2021 a finalement inscrit cette immunité dans la loi.

L'IRLANDE DU NORD, ÉCOLE DE L'IMPÉRIALISME CONTRE-INSURRECTIONNEL

La guerre en Irlande du Nord n'était en rien une anomalie et s'inscrivait à sa manière, certes singulière, dans la très longue et très dense histoire des guerres invisibles et *sans histoire* de cet autre empire qui ne voulait pas mourir. En 1967, à la veille de l'éclatement du conflit en Irlande du

Nord, le colonel J. Paget expliquait sans détour : « *Au cours des vingt dernières années, l'armée britannique a été théoriquement en temps de paix, et s'est cependant trouvée engagée dans plus de trente opérations de guerre [...] et au moment où nous rédigeons ces lignes (1966), les forces britanniques sont déployées dans pas moins de onze campagnes militaires, ou zones opérationnelles potentielles* ». Et : « *Depuis 1945, les troupes britanniques n'ont pas connu un seul moment où elles n'étaient pas en opération quelque part dans le monde.* »

Finn rapporte en passant cette étrange anecdote, si révélatrice de la place de l'Irlande du Nord dans cette immense histoire impériale secrète : « *De ses lointaines guerres coloniales, l'armée britannique n'avait pas rapporté que les méthodes. À Belfast et à Derry, deux unités avaient étourdiment brandi des panneaux antiémeutes qui avaient servi lors d'une opération récente à Aden. Les ordres de dispersion destinés aux émeutiers étaient écrits en arabe...* ». Dans l'avant-propos du document du ministère de la défense britannique de 2006, *Operation Banner*¹, consacré à l'analyse des opérations militaires en Irlande du nord, on peut lire : « *Les leçons tactiques immédiates de l'Opération Banner ont d'ores et déjà été exportées ailleurs, avec un succès considérable. Les opérations dans les Balkans, en Sierra Leone, au Timor oriental, en Afghanistan et en Irak, ont déjà illustré tant les techniques particulières que les niveaux d'expertise, fruits d'une expérience difficile acquise dans les rues comme dans les champs de l'Irlande du Nord.* »

Tout ceci devrait donc nous suggérer à quel point la lutte armée dans la province d'Ulster se trouve au cœur d'une histoire aussi globale que l'a été et que demeure l'ambition impériale britannique.

L'IRA : CROISSANCE, SCISSIONS, ENTRE LUTTE ARMÉE ET COMBAT POLITIQUE

Daniel Finn (rédacteur en chef adjoint de la *New Left Review*, et chroniqueur régulier pour le site de gauche radicale *Jacobin*) propose une histoire politique de l'organisation paramilitaire au centre de toute cette histoire : l'armée républicaine irlandaise, l'IRA. Le livre de Finn, d'abord paru en anglais en 2021, reprend et prolonge une thèse universitaire rédigée quelques années plus tôt et appuyée sur nombre d'archives et de témoignages nouveaux. Autant le dire sans faux suspens : *Par la poudre et par la plume* est un travail magnifiquement documenté, passionnant et d'une lecture agréable ne nécessitant pas de connaissance préalable de l'histoire de l'Irlande et du Royaume-Uni.

Cette histoire politique de l'IRA nous fait d'abord entrer dans le monde social et politique de cette Irlande du Nord issue de la partition de l'île d'Irlande en 1921. Placée sous administration britannique et sous domination orangiste, la vie politique des six comtés organisa la discrimination systémique de la minorité catholique : restriction du droit de vote aux seuls propriétaires fonciers majoritairement protestants, suppression de la représentation proportionnelle, découpage électoral en défaveur des quelques secteurs où les catholiques étaient encore majoritaires, instauration de « pouvoirs spéciaux » autorisant l'interdiction de journaux, de manifestations, permettant les détentions sans jugement, instauration d'une police armée quasi-intégralement protestante assistée d'une force d'appoint supplémentaire (le *B-specials*). À ces mesures s'ajoutaient l'ensemble des discriminations à l'embauche confinant la classe ouvrière catholique dans les emplois non qualifiés, les exposant au chômage et à la pauvreté et, au bout du compte, induisant une migration forte au point de compenser la natalité plus importante de leur propre milieu.

L'IRA, qui avait rejeté la partition de 1921 et s'était trouvée engagée dans une guerre civile avec le pouvoir qui en était issu à Dublin, était une organisation épuisée au début des années 1960, après l'échec de la guérilla menée à partir de 1956 pour restaurer l'unité de l'Irlande. L'organisation entra dans une nouvelle phase de développement suite aux marches pour les droits civiques lancées à partir d'août 1968 par l'Association nord-irlandaise pour les droits civiques. Modestes dans un premier temps, ces marches prirent

une signification décisive et marquèrent un véritable tournant historique, explique Finn, avec l'interdiction que voulut lui imposer le Premier ministre nord-irlandais de l'époque, puis avec les attaques de loyalistes protestants contre les manifestants, puis par la vague de répression anti-catholique de la police (RUC).

C'est dans cette conjoncture qu'émergent et se cristallisent l'ensemble des questions qui vont déterminer la suite de cette histoire politique dominée par l'enjeu de la lutte armée, d'abord pour la protection des quartiers catholiques, ouvriers et pauvres : la lutte pour les droits civiques peut-elle ou non conduire à la réunification, ou risque-t-elle au contraire de renforcer le *statu quo* ? Faut-il ou non siéger une fois élu (dans les parlements d'Irlande du Nord, d'Irlande et de Londres), ou faut-il pratiquer « l'abstention » au titre de la dénonciation de l'administration britannique et du système discriminatoire auquel elle préside ? Quelle place accorder à une politique de classe orientée vers la construction de solidarités ouvrières intercommunautaires entre catholiques et protestants (loyalistes, unionistes) ? Ou, la classe ouvrière protestante est-elle irrémédiablement acquise à l'ascendant suprémaciste que lui garantit le système politique existant ? Et la question qui subsume toutes les autres : un équilibre est-il possible entre lutte armée (pour la réunification) et lutte politique (sur une base de classe pour un projet socialiste) ? Faut-il mener les deux ensemble ? Ou l'une a-t-elle vocation à être la précondition de l'autre ? Ou l'alternative n'offre-t-elle qu'un choix entre isolement militariste élitiste et compromission institutionnelle ?

AU-DELÀ DE L'IRA, LE PORTRAIT D'UN MOMENT DE POLITISATION À GRANDE ÉCHELLE

Chacune de ces questions était porteuse des priorités autour desquelles s'articulaient toute une variété d'orientations en tension et en conflit les unes avec les autres.

En 1970, la direction de l'IRA décida de mettre fin à sa politique d'abstention. La décision entraîna une scission et la création d'une seconde IRA, appelée « IRA provisoire » (les « provos »), par distinction avec l'IRA officielle, chacune des deux organisations ayant en outre leur aile politique : le Sinn Féin provisoire et le Sinn Féin politique. Les années qui suivirent furent marquées par une tension permanente entre « politique » et lutte armée, tension

qui donna lieu à une importante scission supplémentaire et la création de l'Irish Republican Socialist Party, en 1975, qui défendit le premier l'articulation plus étroite des deux modalités, politique et paramilitaire. L'IRSP se dota lui aussi d'une branche paramilitaire : l'Inla (Irish National Liberation Army). L'IRA provisoire devait à son tour connaître deux scissions supplémentaires en 1986 et 1997.

En racontant les aléas complexes de cette histoire, Daniel Finn va cependant bien au-delà des fractures et reconfigurations souvent tragiques des différentes IRA. Au fil de l'analyse, Finn dresse le tableau de l'extraordinaire vitalité politique si caractéristique de toute cette conjoncture dont l'IRA provisoire n'est au bout du compte que la part la moins mal connue. On découvre que celle-ci était partie prenante d'une multiplicité de groupes, associations, partis de gauche, de gauche communistes, trotskistes, qui, même minoritaires (à l'image du groupe People's Democracy qui traverse une grande partie du récit) furent à l'initiative de mobilisations populaires larges, combatives et politisantes, et virent l'émergence d'un ensemble de figures dirigeantes d'envergure.

Au cours des vingt dernières années, et avec le reflux de la lutte armée, le Sinn Féin a connu une ascension électorale remarquable. Il est depuis deux ans la première force électorale dans les deux parties de l'Irlande. Si Sinn Féin reste un parti de gauche réformiste, la rhétorique socialiste et marxisante a quant à elle été considérablement révisée même si le discours a pu retrouver une certaine vigueur suite à la crise de 2008 et à la montée de la gauche grecque, espagnole puis britannique au cours des années 2010. Il faut alors se demander avec Finn, dans un esprit de solidarité bien comprise, jusqu'où la priorité donnée à la réunification – toujours plus imaginable depuis le Brexit – peut avoir raison des orientations politiques à gauche, au risque d'en arriver aux derniers accommodements institutionnels avant intégration finale au jeu politique d'une république et d'institutions nord-irlandaises autonomes, l'une et les autres en proie aux dislocations sociales et environnementales du capitalisme en version irlandaise, qu'aucune réunification ne saurait résoudre sans un projet socialiste à même de se confronter à la brutalité des temps. □

1) « Operation Banner » fut le nom de code donné aux opérations de l'armée britannique en Irlande du Nord de 1969 à 2007.

À qui profite l'exil ? Le business des frontières fermées

PAR MAYA LAVAUT

*Qui profite des moyens engagés en faveur de la fermeture des frontières ?
Que se passe-t-il quand on retrouve des corps sur les plages ?
Sait-on que les frontières de l'Europe se sont délocalisées au Sahara ?
Qui sont les sans-papiers qui font fonctionner l'économie ?*

Reprenant cinq reportages déjà parus dans *la Revue Dessinée* et retraçant, grâce au magnifique coup de crayon du dessinateur Jeff Pourquié, des enquêtes réalisées en Sicile en 2016, au Niger en 2018, au Sénégal en 2021, ou encore à Paris en 2020, la documentariste, autrice et journaliste Taina Ternovent livre un reportage graphique à la fois poignant et didactique : combinant récits de vie et analyse macro-économique, elle passe au crible toutes les facettes du juteux et criminel marché de l'immigration mis en place par la « forteresse Europe ».

La grande force de l'ouvrage est de replacer au centre de ses enquêtes les vies humaines dont se nourrit le « *business des frontières fermées* ». Par sa construction narrative et les choix graphiques opérés, l'ouvrage redonne voix, chair et pensée aux hommes et aux femmes qui quittent leur pays d'origine, dont certainEs paient de leur vie cet exil forcé pour les intérêts de l'économie capitaliste européenne. Par sa forme même autant que par son propos, *À qui profite l'exil ?* se veut un outil de lutte contre cette logique prédatrice fondée sur l'exploitation d'hommes et de femmes réduitEs au statut de marchandises dont la « gestion » – contrôle, répartition, rentabilité – est elle-même source de profits.

REDONNER NOM, VISAGE, HISTOIRE AUX VIES ENGLOUTIES

« En 2014, 3 279 personnes¹ sont mortes en traversant la Méditerranée. Qui sont-elles ? Corps sans nom, sans histoire. La mer en a englouti certains. D'autres sont enterrés dans les cimetières siciliens. Le nombre de tombes anonymes ne cesse d'augmenter. En 2016, il y a eu 5 079 morts¹ en Méditerranée. Plus que jamais auparavant. Dès lors, l'Italie

tente de leur donner un nom. » Ainsi débute l'ouvrage : « *Cimetière de Modica, Sicile, juillet 2016* ». Pleine page sur le mur du cimetière. Tons beige et vert. Des tombes. Puis, aux pages suivantes, les corps de migrantEs naufragéEs qu'une équipe de pompiers est chargée d'extraire des cales d'un navire repêché dans les eaux siciliennes. Vignettes en gros plan : un paquet de cigarettes, un smartphone, une plaquette de médicaments, des billets de banque, une brosse à dents, une photo sans visage. Ce qu'il reste d'un naufrage d'exiléEs : débris d'humanité (années 2010). Les teintes bleu sombre de la séquence suivante nous embarquent sur le bateau de pêche qui a quitté les côtes libyennes en avril 2015, avec à son bord 800 personnes – pour une trentaine de places normalement – et à la barre deux jeunes migrants inexpérimentés, recrutés en échange d'une traversée gratuite tandis qu'une place sur le pont coûte 800 dollars, 300 pour une place dans la cale. 250 000 à 500 000 dollars de bénéfice pour les passeurs qui, eux, n'auront pas sombré avec l'embarcation. En une métaphore de la démarche documentaire et graphique de l'ouvrage tout entier, la première enquête suit le long travail des pompiers pour extraire les cadavres, puis celui des médecins légistes, du procureur de Catane en charge du dossier d'instruction du naufrage du 18 avril 2015, et du Bureau des personnes disparues au ministère de l'Intérieur italien, pour les identifier et « donner aux morts une sépulture digne ». « *L'autre jour, j'ai dû déplier un papier trouvé dans une poche. C'était un bulletin de notes. Un bulletin de notes... La plupart des morts sont de jeunes hommes de 15 à 25 ans. C'est toute une génération qu'on assassine* », dénonce la médecin légiste Cristina Cattaneo.

COMPRENDRE LES RESSORTS DE « L'INDUSTRIE DE L'EXIL »

« *Les disparitions en mer sont la conséquence d'une politique européenne qui limite les voies d'arrivées légales en Europe et contrôle de façon plus stricte les frontières.* » Toujours plus de contrôles, toujours plus de risques pour les migrantEs forcéEs d'emprunter de nouvelles routes plus longues et plus dangereuses, donc toujours plus de morts, et à nouveau toujours plus de contrôles : « *C'est une aubaine pour l'industrie de la défense qui développe des outils de plus en plus sophistiqués pour surveiller les frontières.* » Ainsi s'ouvre le deuxième volet de l'enquête qui nous plonge dans les rouages du marché de la lutte contre l'immigration dite irrégulière, criminalisée par le traité de Maastricht en 1992, texte fondateur de l'Union européenne. Forteresse qui organise la marchandisation de son système de protection des frontières et criminalise la circulation de la main-d'œuvre qu'elle exploite, l'Europe est devenue, selon l'OMI, « *la destination la plus dangereuse du monde* ». Car l'Europe investit massivement dans le déploiement d'une technologie de la surveillance, constituée en un marché juteux : le budget de Frontex, l'Agence européenne des frontières extérieures, est passé de 19 à 89 millions d'euros depuis sa création en 2004. Opérations de contrôle aux frontières, envois de charters communs pour expulser les migrantEs en situation « irrégulière » et d'équipes d'intervention rapide (Rapid Border Intervention Team, « RABIT ») pour limiter les passages aux frontières, création d'une banque de données répertoriant tous les incidents signalés aux frontières des États membres (programme Eurosur, créé en 2013) et d'une autre destinée à l'enregistrement des données biométriques des migrantEs qui entrent sur le territoire

européen (Système Entry-Exit), développement de programmes de recherche mis au service d'une technologie de la surveillance : tous ces investissements construisent un marché commun de la Défense européenne qui sert à engraisser les grandes entreprises européennes, comme Indra ou DCNS, ou étrangères, comme Israel Aerospace Industries. Au fur et à mesure que les systèmes de contrôle se sont perfectionnés et déployés, les itinéraires de migration se sont complexifiés, les frontières de l'UE ont été repoussées plus loin, et leur surveillance s'est externalisée. Pourtant aucun radar ou aucun mur ne peut empêcher unE migrantE de partir, au prix de sommes gigantesques – jusqu'à plusieurs milliers d'euros, quand ils ou elles essaient depuis plusieurs années. Toute une « industrie de l'exil » s'est instituée avec des profits très lucratifs à la clé à tous les maillons de la chaîne inhumaine : passeurs, chauffeurs, coxeurs (rabatteurs), hébergeurs, qui se reconvertissent au gré des lois qui criminalisent l'immigration, comme le « plan Bazoum » mis en place en 2016 au Niger par le ministre de l'Intérieur du même nom, faisant flamber les prix des routes de l'exil. À l'autre bout de la chaîne, Ousman Gaye (19 ans), Mohamed Coulibaly (19 ans), Moussa (20 ans), Ibrahim Diarra (15 ans) attendent dans une baraque gérée par l'OIM de pouvoir trouver l'argent qu'ils n'ont pas pour fuir vers l'Europe ou de renoncer à leur projet d'exil, encouragés par l'OIM à un « retour volontaire assisté ». Le crayon de Jeff Pourqué saisit la force de leur détermination.

DÉMONTRE LES ROUAGES DE L'EXPLOITATION

L'enquête se poursuit au Sénégal : l'ouverture, fin 2020, après une année de pandémie, d'une nouvelle route migratoire depuis les côtes sénégalaises et gambiennes est la conséquence directe de la pêche industrielle pratiquée par les navires européens qui pillent les eaux sénégalaises et privent les pêcheurs locaux de leur principale source de revenus, appauvrissant les familles et contraignant les jeunes à l'exil. Ces mécanismes macro-économiques s'incarnent dans des histoires singulières, que recense et analyse Abdoulaye Ndiaye, mareyeur à Ngaparou : « Est-ce normal que des bateaux de pêche européens viennent pêcher dans les eaux sénégalaises ? Est-ce normal que les pêcheurs sénégalais qui n'ont plus de poissons ne puissent pas entrer en Europe ? » À Joal, le fils de Seynabou Dieng, présidente

d'un site de transformation du poisson, est parti : ce sont souvent les hommes qui tentent leur chance et les femmes qui restent, avec les enfants à élever. « Où veux-tu qu'il gagne de l'argent là-bas ? » interroge Seynabou Dieng en évoquant son fils, dans les couleurs chaudes d'un repas familial. « Il ne pouvait pas travailler jusqu'à maintenant. C'est moi qui lui envoie 20 000 ou 30 000 FCFA, parfois jusqu'à 100 000 FCFA, pour qu'il puisse manger. Cette affaire d'immigration, là, ça ne nous a pas amené la paix. Ah non, à nous, les femmes, ça ne nous a pas amené la paix. » « Qui sort gagnant de cette affaire ? », demande l'autrice, représentée en marge d'un plan de Paris, sur la double page qui ouvre la dernière enquête, consacrée au travail des travailleurSEs sans papiers qui ont réussi à atteindre la France. « Les industriels de la défense et de la pêche, les réseaux de passeurs, les entreprises qui cumulent les chaînes de sous-traitance, et surtout nous, citoyens européens. L'exil est une manne financière dont nous profitons par ricochet à travers les biens et les services que nous consommons. » Des locaux de la permanence CGT du 19^e arrondissement de Paris à un foyer de travailleurs sans-papiers à Montreuil, on suit, par portraits croisés, des parcours de combattantEs, semés d'OQTF², de contrats précaires sous alias³, d'accidents du travail non déclarés, de grèves pour avoir les papiers auxquels ils auraient pourtant droit : intérim au service propreté de la mairie de Paris, boulangerie, plonge dans un restaurant chic, aide à domicile, aide ménagère à Paris...

« FAIRE CORPS ENSEMBLE ET GAGNER LES LUTTES »

« Un jour viendra, même si c'est long, on va gagner » (Mahamadou Diaby) : c'est sur cette perspective de lutte que se clôt l'ouvrage, abandonnant les outils du reportage graphique pour proposer deux textes, suivis d'une liste d'associations, de ressources documentaires et de conseils pour aider les migrantEs et soutenir les luttes des sans-papiers. Analysant l'évolution de la politique migratoire en France et en Europe, Catherine Withol de Wenden, chercheuse au CRNS et spécialiste des politiques migratoires, rappelle qu'avant 1974, la France avait une tradition d'accueil des réfugiéEs et menait une politique de libre circulation des travailleurSEs : « Ce qu'on oublie un peu, c'est que la France est le plus ancien pays d'immigration en Europe. Depuis le XIX^e siècle, nous faisons venir des voisins

pour pallier le manque de main-d'œuvre. Un Français sur quatre a un grand-parent ou un arrière-grand-parent étranger. Notre pays s'est construit avec cette histoire-là. » Dans l'entretien qui suit, Marilyne Poulain, ancienne responsable CGT en charge des droits des travailleurSEs mirants, rappelle que les grèves de 2008-2009, qui ont fait émerger la figure du travailleur sans-papiers, ont abouti aux premiers textes de loi permettant la régularisation sur la base du travail. Elle fait le bilan des luttes qui ont permis de (maigres) avancées en termes de droit du travail pour les travailleurSEs sans-papiers, et conclut sur la nécessité d'une loi nationale permettant de casser la relation de dépendance entre régularisation et travail. C'est exactement l'inverse, évidemment, que prévoit la loi Darmanin, ressortie du placard à ordures pour restreindre encore un peu plus les droits fondamentaux des migrantEs, qui s'apprête à rendre d'un côté, plus facile et plus simple encore leur exploitation par les patrons français, et de l'autre à radicaliser toujours plus les pratiques répressives qui pénalisent la liberté de circulation, telles que les OQTF et les IRTF⁴, et à renforcer les outils de sa criminalisation, comme les Centres de rétention administrative. □

1) Selon les chiffres de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). En 2022, 2) 500 personnes sont mortes en Méditerranée, selon le bilan établi par le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). En ce début 2023, les drames se multiplient depuis le discours fermement anti-immigration tenu par le président Tunisien Kais Saïed en février dernier, qui a poussé de nombreux migrantEs subsaharienNEs à tenter une traversée vers l'Europe.

2) Obligation de quitter le territoire français.

3) Nom d'emprunt utilisé pour établir le contrat de travail et les fiches de paie d'unE travailleur.SE sans papiers.

4) Interdiction de retour sur le territoire français : voir <https://www.gisti.org/spip.php?article6862>.



Taina Tervonen et Jeff Pourqué, éd. Delcourt & La Revue Dessinée, mars 2023, 20,95 €, 175 pages.



Enseignement professionnel : derrière les discours, l'assignation pure et brutale

PAR CATHY BILLARD

Rassemblement contre la venue de la ministre déléguée de l'enseignement professionnel, Carole Grandjean, devant les ateliers Hermès à Pantin. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

« Qui veut la peau de l'enseignement professionnel ? » pourrait-on se demander quand on en est à la troisième réforme en 15 ans. Indéniablement, tous les gouvernements qui se sont succédé sur la période, chacun poursuivant les dégâts, d'autant plus insupportables qu'ils ont été annoncés par celles et ceux qui les subissent et par leurs syndicats.

Les ministres bégaient. Xavier Darcos : « Puisque l'objectif d'insertion est prioritaire dans la voie professionnelle, nous tenons aussi à prendre en compte les besoins spécifiques de certains domaines d'activité comme l'hôtellerie ou la restauration qui recrutent largement au niveau V. [...]. La rénovation de la voie professionnelle, c'est donc, pour les élèves, des chances accrues de réussir leur insertion sur le marché du travail¹. »

J.-M. Blanquer : « La transformation que nous avons engagée vise à positionner l'enseignement professionnel comme levier majeur de la qualification de nos élèves. Ce nouveau lycée doit transmettre, plus encore aujourd'hui, l'excellence des savoirs professionnels, afin de former aux métiers de demain, et de faire de nos établissements l'avant-garde de la révolution numérique et de la transition écologique. Ce sera dans l'intérêt de nos élèves qui s'ouvriront ainsi de très belles voies d'avenir. Et ce sera dans l'intérêt de notre pays car nos entreprises et nos services publics ont grand besoin de personnes qualifiées². »

P. Ndiaye : « Avec la ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels Carole Grandjean, nous nous engageons [...] à transformer la voie professionnelle pour qu'elle assure l'avenir de tous les élèves, au plus près de leurs besoins et de leurs aspirations, et réponde à notre promesse républicaine d'égalité des chances³. »

Des ministres qui se gargarisent de soi-disant « besoins et aspirations des élèves », d'augmentation de leurs « chances et compétences », qui affichent de prétendues « réponses aux besoins des entreprises et

des services publics »... sans jamais tirer les leçons de ce qui a été fait. La modélisation absolue de ce qui détruit l'existant. Mais ce n'est que l'habillage d'une politique qui sait où elle va.

LE LAMINAGE DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

« Seuls 43 % des détenteurs du BEP sont insérés dans le marché du travail sept mois après son obtention » déclarait-on au ministère en 2008 pour justifier le passage du Bac Pro de 4 à 3 ans. Résultat : le BEP a disparu, mais avec lui 25 % du temps de formation des élèves de LP, ce qui équivaut à 612 h d'enseignement professionnel sur 3 ans. De là à voir un lien avec les difficultés d'insertion des élèves titulaires d'un Bac pro ? Mais pas du tout pour les ministres, puisque le Bac pro Blanquer ce sont 300 heures de cours en moins sur 2520 au total. Donc, pour un tiers d'une classe d'âge, moins de connaissances professionnelles, c'est plus de difficultés pour trouver un emploi. Moins d'acquis généraux, c'est la poursuite d'études qui devient un mirage, sans parler d'envisager une réorientation.

« L'ADÉQUATION » AUX BESOIN DES ENTREPRISES

C'est la ligne directrice de la dernière brique de cette entreprise de démolition. Les entreprises de la « start-up nation » ont besoin d'une main-d'œuvre docile et efficace. Donc lire, écrire, compter, utiliser les outils numériques ! Surtout ne pas réfléchir, interroger, rêver...

La brutalité inédite d'une réforme annoncée en mai pour la rentrée de septembre

suivante est un concentré de violence pour les élèves et leurs professeurEs. Les formations dont « l'employabilité » n'est pas suffisante seront fermées et d'autres répondant aux bassins d'emploi ouvertes. Ce qui veut dire un plan social pour des milliers d'enseignantEs contractuelLEs, une reconversion forcée pour d'autres. Pour les élèves, la voie professionnelle était le plus souvent une orientation contrainte et un choix par défaut, dynamiques qui vont se renforcer. Par exemple, dans le dossier de presse ministériel, pour l'académie de Créteil, on fermerait des formations tertiaires, très féminisées, pour ouvrir des formations industrielles très masculines. Et l'affichage est le renforcement du besoin de main d'œuvre dans la restauration et... le nettoyage ! Pourquoi pas l'option femme au foyer ?

Les carottes de « l'indemnisation des stages » pour les élèves et du doublement du « Pacte » (7 500 euros) pour les enseignantEs ne sont que la marque supplémentaire du mépris pour celles et ceux que cette réforme prétend assigner dans un territoire, dans un rapport de domination. Il y a urgence à s'y opposer et à exiger l'ouverture d'une véritable discussion sur la place et le rôle de l'enseignement professionnel par et pour les élèves et les professionnelLEs. Et 7 500 euros, cela fait 627 euros par mois d'augmentation de salaire pour toutes et tous ! □

1) X. Darcos, ministre de l'Éducation nationale, novembre 2008.

2) Lettre aux enseignantEs des lycées professionnels, 15 novembre 2019.

3) P. Ndiaye, dossier de presse mai 2023.